

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 22 JUIN 2011
VERGADERING VAN 22 JUNI 2011

PRESENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nysens, MM.-hh. Özkara, Lahlali, Öztürk, Mmes-mevr. Onkelinx, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mmes-mevr. Ozdemir, Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, Mmes-mevr. Nalbant, Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mmes-mevr. Held, Vanhauwaert, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : M.-h. van de Werve de Schilde, Conseiller communal-Gemeenteraadslid.

ABSENTS-AFWEZIG : MM.-hh. Ramdani, Courtheoux et/en El Khattabi, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE -=- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : Mme-mevr. Hemamou, Echevin-Schepen; Mme-mevr. Held, MM.-hh. Echouel, Clerfayt, Mmes-mevr. Onkelinx, Bouarfa, Durant et/en M.-h. Kaddour, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

Mme Jodogne, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 30 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.30 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **25 mai 2011** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **25 mei 2011** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Smeysters est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Smeysters is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **M. Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SERVICES DU SECRETAIRE COMMUNAL -=- DIENSTEN VAN DE GEMEENTESECRETARIS Assemblées -=- Vergaderingen

SP 1.- Démission de Madame Anne-Marie VANHAUWAERT, de ses fonctions de conseillère communale - Vérification des pouvoirs et installation de son remplaçant, Monsieur Paul VAN GOETHEM -=- Ontslag van Mevrouw Anne-Marie VANHAUWAERT uit haar functies van gemeenteraadslid - Onderzoek der geloofsbrieven en aanstelling van de heer Paul VAN GOETHEM

Mme la Bourgmestre ff. expose
M. Van Goethem prête serment en néerlandais

SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -=- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER Taxes -=- Belastingen

SP 2.- Règlement taxe sur les surfaces commerciales - Exercices 2011 à 2015 - Modification -=- Belastingreglement op de commerciële oppervlakten - Dienstjaren 2011 tot 2015 - Wijziging

M. Guillaume expose
M. Özkara intervient

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 11 et 5 abstentions -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 11 en 5 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Revu sa délibération votée par le conseil communal du 2 février 2011 relative à l'instauration du règlement taxe sur les surfaces commerciales, applicables aux exercices 2011 à 2015.

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE : par appel nominal, par 26 voix contre 11 et 5 abstentions

TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES

Exercices 2011 à 2015 - Modification

Article 1

Il sera perçu au profit de la commune de Schaerbeek, pour les exercices 2011 à 2015, une taxe communale annuelle sur les surfaces commerciales.

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « surface commerciale » l'ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels sont vendus des biens meubles contre rétribution y compris, les surfaces utilisées directement ou indirectement pour l'exercice de l'activité tels que les locaux de rangement et/ou de stockage, à l'exclusion toutefois des surfaces qui tombent sous l'application du règlement taxe sur les surfaces de bureaux.

Article 2

L'impôt a pour base la surface brute de plancher hors sol utilisable aux fins définies à l'article 1.

Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parking, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant des surfaces commerciales. A défaut de paiement par l'exploitant, la taxe sera récupérée auprès du propriétaire du fonds de commerce.

Article 4

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces commerciales en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation. Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé compte en entier.

Article 5

Le taux est fixé, au 1^{er} janvier 2011, par surface commerciale à 6,00€/m². Ce taux est indexé au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5 % conformément au tableau ci-dessous :

| EXERCICE 2012 | EXERCICE 2013 | EXERCICE 2014 | EXERCICE 2015 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| € 6,15 | € 6,30 | € 6,46 | € 6,62 |

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

- les premiers 800 m² ;
- les surfaces occupées par les établissements de culte reconnus officiellement ainsi que les maisons de laïcité, les établissements d'enseignement et de soins (cliniques, polycliniques, hôpitaux, ...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les œuvres de bienfaisance, les organismes s'occupant – sans but de lucre - d'aide sociale ou encore d'activités culturelles et sportives pour autant qu'ils soient organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Ces exonérations sont accordées d'office pour autant qu'elles soient justifiées.

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire

de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 11

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 12

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 13

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Herziende het raadsbesluit van 2 februari 2011 welke de invoering van het belastingreglement op de commerciële oppervlakten goedkeurt voor de dienstjaren 2011 tot 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 26 stemmen tegen 11 en 5 onthoudingen

BELASTING OP DE COMMERCIELE OPPERVLAKTEN **Dienstjaren 2011 tot 2015 – Wijziging**

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2011 tot 2015, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, een jaarlijkse belasting ingevoerd op de commerciële oppervlakten. Voor de toepassing van dit reglement dient onder “commerciële oppervlakten” te worden verstaan, het geheel van lokalen toegankelijk voor het publiek waarin tegen betaling goederen worden verkocht, met inbegrip van de oppervlakten rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor de uitoefening van de activiteit zoals bergingen en/of stockageruimten, met uitzondering van de oppervlakten die onder de toepassing vallen van de belasting op kantooroppervlakten.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto bovengrondse vloeroppervlakte welke gebruikt wordt voor de in artikel 1 bepaalde activiteit.

Onder “bruto bovengrondse vloeroppervlakte” wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liften.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de commerciële oppervlakten. Bij gebrek aan betaling door de uitbater, zal de belasting worden gevorderd bij de eigenaar van het handelsfonds.

Artikel 4

In geval van stopzetting of aanvang van bezetting van de commerciële oppervlakten in de loop van het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectieve aantal bezette maanden. Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand als volledig worden gerekend.

Artikel 5

De aanslagvoet wordt op 1 januari 2011 vastgesteld op 6,00€/m² per commerciële oppervlakte. Deze aanslagvoet zal ieder jaar op 1 januari worden geïndexeerd met 2,5% volgens onderstaande tabel:

| DIENSTJAAR 2012 | DIENSTJAAR 2013 | DIENSTJAAR 2014 | DIENSTJAAR 2015 |
|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| € 6,15 | € 6,30 | € 6,46 | € 6,62 |

Artikel 6

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de eerste 800 m²;

- de oppervlakten gebruikt door instellingen van officieel erkende erediensten alsook de huizen van het lekdomein, de georganiseerde of door de overheid betaalde onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitals, klinieken, poliklinieken,...), de weldadigheidswerken, de organismen gebruik makend – zonder winstgevend doel – van sociale hulp of ook culturele en sportieve activiteiten in zoverre zij door de overheid zijn betaald.

Deze vrijstellingen worden ambtshalve toegestaan in zoverre de aanvraag vergezeld is van de gestaafde stukken.

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk

ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 9

De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 10

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn, zullen verwijlrentesten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 11

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 12

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13

Dit raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2011.

* * * * *

**Mme Held, MM. Echouel, Clerfayt et Mme Hemamou entrent en séance --
Mevr. Held, de hh. Echouel, Clerfayt en Mevr. Hemamou treden ter
vergadering.**

* * * * *

EQUIPEMENT ==- UITRUSTING

Budget ==- Begroting

**SP 3.- Budget 2011 - Services ordinaire et extraordinaire - Modifications budgétaires n°1 et 2 - Approbation ==- Begroting 2011 - Gewone- en Buitengewone diensten - Budgettaire wijzigingen nr. 1 en 2 - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

M. De Herde expose

MM. Van Gorp, Grimberghs, Mme Vriamont, M. Vanhalewyn, de Beaufort interviennent

M. Guillaume répond

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 15 et 1 abstention ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 15 en 1 onthouding

* * * * *

Mmes Onkelinx, Bouarfa, Durant et M. Kaddour entrent en séance ==- Mevr. Onkelinx, Bouarfa, Durant en de h. Kaddour treden ter vergadering.

* * * * *

Contrôle ==- Controle

**SP 4.- Convention de collaboration entre la commune de Schaerbeek et la Fabrique d'église Saint Servais relative à l'entretien du jardin entourant l'Eglise - Approbation ==- Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de Kerkfabriek Sint Servatius betreffende het onderhoud van de tuin die de kerk omringt - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale

Vu la convention de collaboration entre la Commune de Schaerbeek et la Fabrique d'Eglise Saint Servais relative à l'entretien du jardin entourant l'Eglise.

Vu l'objectif de la Commune de faire de ce jardin un écrin vert pour l'Eglise afin de rehausser la beauté du site.

Vu la convention ayant pour but de définir les modalités d'une collaboration entre la Fabrique d'Eglise Saint Servais et le service communal "Schaerbeek Propreté & Espaces Verts" (SP&EV)

Vu précisément les prescriptions du service communal "Schaerbeek Propreté & Espaces Verts" (SP&EV)

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

d'approuver la convention de collaboration entre la Commune de Schaerbeek et la Fabrique d'Eglise Saint Servais relative à l'entretien du jardin entourant l'Eglise.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de Kerkfabriek Sint Servaas betreffende het onderhoud van de tuin die de Kerk omringt.

Gelet op de bedoeling van de Gemeente van deze tuin een juweeltje te maken voor de Kerk en aldus de pracht van de site her op te waarderen

Gelet op de bedoeling van de overeenkomst de mogelijkheden van een samenwerking te bepalen tussen de Kerkfabriek en de gemeentedienst "Schaarbeek Netheid en Groene Ruimten" (SN&GR)

Gelet op de voorschriften van de gemeentedienst "Schaarbeek Netheid en Groene Ruimten" (SN&GR)

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
De samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de Kerkfabriek Sint Servaas goed te keuren betreffende het onderhoud van de tuin die de Kerk omringt.

**SP 5.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à l'ASBL "Centre Culturel de Schaerbeek" - Approbation --
Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en de vzw "Cultureel Centrum van Schaarbeek" - Goedkeuring**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'avenant n°1 à convention liant la Commune à l'ASBL « Centre Culturel de Schaerbeek » ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel en 117en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 7/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan VZW "Centre Culturel de Schaerbeek" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 6.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à l'ASBL "Espace P" - Approbation --- Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de vzw "Espace P" - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité --- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieures ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation de la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Arrêté royal du 06/12/2007 relatif aux conventions EUROTOPS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 31 mars 2010 adoptant la convention entre la Commune et l'ASBL « Espace P » ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'avenant n° 1 à convention liant la Commune à l'ASBL « Espace P » ;

2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwerkt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 06/12/2007 betreffende conventies EUROTOPS;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31 maart 2010 die de overeenkomst tussen de Gemeente en VZW "Espace P" aanneemt

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 14/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan VZW "Espace P" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 7.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à l'ASBL "Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise" - Approbation -- Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Scharbeek en de vzw "Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise" - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieures ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation de la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Arrêté royal du 06/12/2007 relatif aux conventions EUROTOPS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mai 2010 adoptant la convention entre la Commune et l'ASBL « Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise » ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'avenant n° 1 à convention liant la Commune à l'ASBL « Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise » ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwerkt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 06/12/2007 betreffende conventies EUROTOPS;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 mei 2010 die de overeenkomst tussen de Gemeente en VZW "Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise" aanneemt

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 14/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan VZW "Le Club des Petits Débrouillards de la Région Bruxelloise" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 8.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à l'ASBL "Sport Schaerbeekois" - Approbation -- Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de vzw "Sport Schaerbeekois" - Goedkeuring (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 41 voix et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 41 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieures ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation de la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Arrêté royal du 06/12/2007 relatif aux conventions EUROTOPS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 mai 2010 adoptant la convention entre la Commune et l'ASBL « Sport Schaerbeekois » ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, par 41 voix et 1 abstention

1. D'approuver l'avenant n° 1 à convention liant la Commune à l'ASBL « Sport Schaerbeekois » ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwerkwelt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 06/12/2007 betreffende conventies EUROTOPS;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 mei 2010 die de overeenkomst tussen de Gemeente en VZW "Sport Schaerbeekois" aanneemt

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 14/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 41 stemmen en 1 onthouding

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan VZW "Sport Schaerbeekois" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 9.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à l'ASBL "Travail de Rue à Schaerbeek - TRS" - Approbation -- Aansluiting aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de vzw "Travail de Rue à Schaerbeek - TRS" - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieures ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation de la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Arrêté royal du 06/12/2007 relatif aux conventions EUROTOPS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 mai 2010 adoptant la convention entre la Commune et l'ASBL « Travail de Rue à Schaerbeek » ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'avenant n°1 à convention liant la Commune à l'ASBL « Travail de Rue à Schaerbeek » ;

2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwerkt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 06/12/2007 betreffende conventies EUROTOPS;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 mei 2010 die de overeenkomst tussen de Gemeente en VZW "Travail de Rue à Schaerbeek" aanneemt

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 14/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan VZW "Travail de Rue à Schaerbeek" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 10.- Avenant à la convention liant la commune de Schaerbeek à la Zone de Police 5344 - Médiatrice locale -- Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de Politiezone 5344 - Plaatselijke bemiddelaar (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieures ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation de la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Arrêté royal du 06/12/2007 relatif aux conventions EUROTOPS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les

procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 juillet 2008 adoptant la convention entre la Commune et la « Zone de Police 5344 » ;

Sur proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/06/2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver l'avenant n° 1 à convention liant la Commune à la « Zone de Police 5344 » ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer cette convention.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwerkt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 06/12/2007 betreffende conventies EUROTOPS;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 jullie 2008 die de overeenkomst tussen de Gemeente en de "Politie Zone 5344" aanneemt

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 14/06/2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Avenant n°1 aan de overeenkomst die de Gemeente bindt aan de "Politie Zone 5344" goed te keuren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen er mee te belasten om de overeenkomst te ondertekenen.

SP 11.- ASBL "Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale - ASIS" - Comptes 2010 - Prendre acte == vzw "Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale - ASIS" - Rekeningen 2010 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'ASBL « Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale – ASIS » affichent un résultat positif de 3.142,30 € pour l'exercice 2010 et que le résultat cumulé atteint 109.305,82 € ;

Considérant que du subside communal au montant de 112.500€ inscrit à l'article 922 / 332 IN – 02 - 56 du budget 2011,

Considérant que ce montant figure à l'article : 737010 « Subside communal » des recettes 2011 de l'ASBL ;

Vu la décision du 31 mai 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 3.142,30 € pour l'exercice 2010; du résultat cumulé de 109.305,82 € de l'ASBL ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2010 de l'ASBL « Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale – ASIS », déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 3.142,30 € pour l'exercice 2010 et un résultat cumulé de 109.305,82 €.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale – ASIS" een positief saldo van 3.142,30 € voor het dienstjaar 2010 en een cumulatiewinst van 109.305,82 € vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 112.500€, ingeschreven op het artikel 922 / 332 IN – 02 - 56 van de begroting 2011;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 737010 "Subside communal", inkomsten 2011 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 22 mei 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 3.142,30 € voor het dienstjaar 2010, van de cumulatiewinst van 109.305,82 € van de VZW en van zijn bestemming;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2010 van de VZW "Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale – ASIS", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 3.142,30 € voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 109.305,82 € vertonen.

**SP 12.- ASBL "Maison Autrique" - Comptes 2010 - Prendre acte ==- vzw
"Maison Autrique" - Rekeningen 2010 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Maison Autrique » affichent un résultat négatif de -15.229,52 € pour l'exercice 2010 et que le résultat cumulé atteint - 44.199,44€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 50.000€ inscrit à l'article 775 / 332 BG 02 - 01 du budget 2011 ;

Vu la décision du 31 mai 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -15.229,52 € pour l'exercice 2010 et du résultat cumulé de - 44.199,44€ de l'ASBL;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2010 de l'ASBL « Maison Autrique », déposés au dossier, qui affichent un déficit de -15.229,52 € pour l'exercice et un résultat cumulé de - 44.199,44 €.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Maison Autrique" een negatief saldo van - 15.229,52€ voor het dienstjaar 2010 en een cumulatieverlies van - 44.199,44€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 50.000€, ingeschreven op het artikel 775 / 332 BG - 02 - 01 van de begroting 2011;

Gelet op de beslissing van 31 mei 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -15.229,52€ voor het dienstjaar 2010 en van het cumulatieverlies van - 44.199,44€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen van 2010 van de VZW "Maison Autrique", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -15.229,52€ voor het dienstjaar en een cumulatieverlies van - 44.199,44€ vertonen.

**SP 13.- ASBL "Schaerbeek Information" - Comptes 2010 - Prendre acte -
=- vzw "Schaerbeek Information" - Rekeningen 2010 -
Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Schaerbeek Information » affichent un résultat négatif de 2.364,54 € pour l'exercice 2010 et que le résultat cumulé atteint 29.615,05€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 210.000€ inscrit à l'article 104 / 332 DS – 02 - 28 du budget 2011

Vu la décision du 24 mai 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 2.364,54 € pour l'exercice 2010 et du résultat cumulé de 29.615,05 € de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2010 de l'Asbl « Schaerbeek Information », déposés au dossier, qui affichent une perte de 2.364,54 € pour l'exercice et un résultat cumulé de 29.615,05€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Schaerbeek Information" een negatief saldo van 2.364,54 € voor het dienstjaar 2010 en een cumulatiewinst van 29.615,05 € vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 210.000€, ingeschreven op het artikel 104 / 332 DS – 02 - 28 van de begroting 2011.

Gelet op de beslissing van 24 mei 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 2.364,54 € voor het dienstjaar 2010 en van de cumulatiewinst van 29.615,05 € van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2010 van de VZW "Schaerbeek Information", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 2.364,54 € voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 29.615,05 € vertonen.

Achats == Aankopen

SP 14.- Schaerbeek Propreté et Espaces Verts - Parc Josaphat - Acquisition de matériel, d'équipement et de mobilier divers pour la Pergola - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Schaerbeek Netheid en Groene Ruimten - Josafatpark - Aankoop van materiaal, uitrusting en meubilair voor de Pergola - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 14 juin 2011 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces Verts – Parc Josaphat - Acquisition de matériel, d'équipement et de mobilier divers pour la Pergola»

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire 2011 pour 35.000 € ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces Verts – Parc Josaphat - Acquisition de matériel, d'équipement et de mobilier divers pour la Pergola». La dépense, estimée à 35.000,-€ TVA comprise, sera imputée à l'article 766/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2011 et financée par fonds propres.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 22 juni 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Josaphatpark - Aankoop van materiaal , uitrusting en meubilair voor de Pergola»

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2011;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes- Josaphatpark - Aankoop van materiaal , uitrusting en meubilair voor de Pergola ». De uitgave, geschat op 35.000,- € incl. BTW, zal geboekt worden op het artikel 766/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting van 2011 en gefinancierd worden door eigen middelen.

SP 15.- Instruction Publique - Institut Frans Fischer - Centre de Technologie Avancée - Acquisition de pilotes industries - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Openbaar onderwijs - Instituut Frans Fischer - Toekomstig Technologisch Centrum - Aankoop van industriële automaten - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2008 octroyant une subvention d'un montant de maximum de 450.000 € dans le cadre de la mise en œuvre du projet de centre de technologie avancée à l'institut Frans Fischer, intégré au programme Objectif 2013

Vu la convention du 5 décembre 2008 conclue entre la Commune de Schaarbeek et la Région de Bruxelles-Capitale définissant les droits et obligations des parties pour la réalisation du projet ;

Considérant que les subsides portent sur l'achat d'équipements dans le secteur des sciences appliquées, centré notamment sur le pôle chimique;

Vu la décision du 14 juin 2011 du Collège des Bourgmestres et Echevins relative à l'approbation de principe de l'exécution d'un marché ayant pour objet "Instruction Publique – Institut Frans Fischer – Centre de technologie Avancée -

Acquisition de pilotes industriels” dont le montant initial estimé s’élève à 161.000,00 € TVA comprise;

Considérant que le Service Equipement a établi un cahier spécial des charges réf. SCHA/EQUIP/2011/023 pour le marché “Instruction Publique – Institut Frans Fischer – Centre de technologie Avancée - Acquisition de pilotes industriels »”;

Considérant que, pour ce marché, l’estimation s’élève à 133.057,85 € hors TVA ou 161.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé de passer le marché par appel d’offres général;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, article 735/744-EQ-51/14;

Considérant que le crédit sera financé par subsides (50 % par le FEDER et 50 % par la Communauté Française);

DECIDE : par appel nominal, à l’unanimité

1. D’approuver le cahier spécial des charges réf. SCHA/EQUIP/2011/023 et le montant estimé du marché ayant pour objet “ Instruction Publique – Institut Frans Fischer – Centre de technologie Avancée - Acquisition de pilotes industriels », établis par le Service Equipement. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 133.057,85 € hors TVA ou 161.000,00 €, 21% TVA comprise.
2. De choisir l’appel d’offres général comme mode de passation du marché
3. De compléter et d’envoyer le formulaire standard de publication au Bulletin des Adjudications.
4. De financer cette dépense avec le crédit inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, articles 735/744-EQ-51/14.
5. De financer les débours par les subsides octroyés par le FEDER et la Communauté Française ;
6. De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la tutelle générale.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van 6 november 2008 van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest waarbij een subsidie van maximum 450.000 € toegekend werd in het kader van de inwerkingstelling van het project voor het vooruitstrevende technologiecentrum in het Instituut F. Fischer, opgenomen in het programma Objectief 2013.

Gelet op de conventie van 5 december 2008 gesloten tussen de gemeente Schaarbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij de rechten en plichten van de partijen vastgesteld worden voor de realisatie van het project.

Overwegende dat de subsidies slaan op de aankoop van uitrustingen in de sector van de toegepast wetenschappen, in het bijzonder gericht op de chemische pool.

Gelet op de beslissing van 14 juni 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de principegoedkeuring voor het uitvoeren van een opdracht met als voorwerp "Openbaar Onderwijs – Instituut Frans Fischer – Toekomstige Technologische Centrum – Aankoop van industriële automaten" tegen een initieel geraamd bedrag van 161.000,00 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht met als voorwerp "Openbaar Onderwijs – Instituut Frans Fischer – Toekomstige Technologische Centrum – Aankoop van industriële automaten" een bestek met nr. SCHA/EQUIP/2011/023 werd opgemaakt door Dienst Uitrusting;

Overwegende het voorstel de opdracht te gunnen bij wijze van algemene offerteaanvraag;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 133.057,85 € zonder btw of 161.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de algemene offerteaanvraag;

Overwegende dat de uitgave voor deze overheidsopdracht voorzien is in het budget van 2011 artikelen 735/744-EQ-51/14 van de buitengewone dienst;

Overwegende dat de financiering gebeurt met toelagen (50 % door de FEDER en 50 % door de Franse Gemeenschap;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Het bestek met nr. SCHA/EQUIP/2011/023 en de raming voor de opdracht met als voorwerp "Openbaar Onderwijs – Instituut Frans Fischer – Toekomstige Technologische Centrum – Aankoop van industriële automaten", opgesteld door Dienst Uitrusting goed te keuren. De voorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten. De kostenraming bedraagt 133.057,85 € zonder btw of 161.000,00 € 21% btw inbegrepen.
2. Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de algemene offerteaanvraag.
3. Het standaard publicatie formulier wordt opgemaakt en verstuurd naar het Bulletin der Aanbestedingen.
4. De uitgave voor deze overheidsopdracht is voorzien in het budget van 2011, artikel 735/744-EQ-51//14 van de buitengewone dienst .
5. De kosten te financieren door de toelagen die door de FEDER en de Franse Gemeenschap toegekend worden.
6. Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de Prévention Urbaine -- Stedelijk Preventie Programma

**SP 16.- Conventions 2011 à conclure entre la commune de Schaerbeek et ASBL "Sport Schaerbeekois" - Approbation --
Overeenkomst 2011 af te sluiten tussen de gemeente Schaarbeek en de vzw "Sport Schaerbeekois" -
Goedkeuring**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 41 voix et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 41 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;
Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions Eurotops ;
Vu la circulaire du 28 décembre 2009 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux directives financières applicables aux plans locaux de prévention et de proximité, subsidiés par la Région de Bruxelles-Capitale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 mai 2011 ;
Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;
DECIDE par appel nominal, par 41 voix et 1 abstention
D'approuver la convention 2011 entre la Commune et l'a.s.b.l. Sport Schaerbeekois.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijk Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verwickelt;
Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;
Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;
Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het koninklijke besluit van 6 december 2007 betreffende de overeenkomsten inzake Europese toppen;
Gelet op de omzendbrief van 28 december 2009 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de financiële richtlijnen van toepassing op de lokale preventie- en buurtplannen die worden gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 mei 2011;
Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;
BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 41 stemmen en 1 onthouding
De overeenkomst 2011 tussen de Gemeente en de vzw Schaarbeekse Sport goed te keuren.

**SP 17.- Conventions 2011 à conclure entre la commune de Schaerbeek et ASBL "Le Club des Petites Débrouillards" relative à la coordination de l'Espace Vogler - Approbation --
Overeenkomst 2011 af te sluiten tussen de gemeente Schaarbeek en de vzw "Le Club des Petites Débrouillards" betreffende de coördinatie van de Vogler ruimte - Goedkeuring**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions Eurotops;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 mai 2011 approuvant la Convention 2011 entre la Commune et l'asbl Le Club des Petits Débrouillards concernant la coordination de la gestion de l'Espace Vogler, situé rue Vogler 38 à Schaerbeek, précisant le montant alloué à l'asbl, les modalités de financement, de coordination, de suivi et d'évaluation du projet;
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité
De marquer son accord sur la Convention relative à la coordination de la gestion de l'Espace Vogler.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het koninklijke besluit van 6 december 2007 betreffende de overeenkomsten inzake Europese toppen;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 mei 2011 goedkeurend de Overeenkomst 2011 tussen de Gemeente en de vzw 'Le Club des Petits Débrouillards' betreffende de coördinatie van het beheer van de Vogler Ruimte, gelegen Voglerstraat 38 te Schaarbeek, en aangevend het aan de vzw toegekende bedrag, de financieringsmodaliteiten, de coördinatie, de opvolging en de evaluatie van het project;
Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Akkoord te gaan met de Overeenkomst 2011 betreffende de coördinatie van het beheer van de Vogler Ruimte.

SP 18.- Conventions 2011 à conclure entre la commune de Schaarbeek et ASBL T.R.S. - Approbation -- Overeenkomst 2011 af te sluiten tussen de gemeente Schaarbeek en de vzw "T.R.S." - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;
Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;
Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions Eurotops ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 31 mai 2011 ;
Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;
DECIDE par appel nominal, à l'unanimité
D'approuver la convention 2011 entre la Commune et l'a.s.b.l. T.R.S.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;
Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;
Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;
Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het koninklijke besluit van 6 december 2007 betreffende de overeenkomsten inzake Europese toppen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 mei 2011;
Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;
BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
De overeenkomst 2011 tussen de Gemeente en de vzw T.R.S. goed te keuren.

**SP 19.- Gardiens de la paix - Prolongation pour une 2^{ème} période de 6 mois du Contingent complémentaire et du Contingent complémentaire 90 ETP entre le service Public Fédéral Intérieur et la commune - Approbation --
Gemeenschapswachten - Verlenging, voor een 2^{de} periode van 6 maanden, van het Bijkomend Contingent en van het Bijkomend Contingent 90 FTE tussen de Federale Openbare Dienst Binnenlandse Zaken en de gemeente - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté ministériel d'exécution du 28 avril 2011;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 juin 2011,

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire" (2011) entre la commune et l'Etat.
2. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire 90 ETP" (2011) entre la commune et l'Etat.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 28 april 2011;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2011,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent" (2011) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.
2. De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent 90 FTE" (2011) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

SP 20.- Réglementation communale en matière de prostitution en vitrine composée d'un règlement de police et d'un règlement d'urbanisme - Adoption -- Gemeentelijk reglement betreffende de prostitutie aan de ramen samengesteld uit een politiereglement en een stedenbouwkundig reglement - Aanneming

(voir annexes - zie bijlage)

Vote sur le maintien du point : Approuve par 25 oui contre 16.

**Mme la Bourgmestre ff. expose le point et donne des amendements.
Mmes Nyssens, Vriamont, Durant, MM. Clerfayt et Dönmez
interviennent.**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 26 voix et 16 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen en 16 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 17 de la Convention du 21 mars 1950 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui ;

Vu les articles 1^{er} et 2 de la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution ;

Vu les articles 117, 119, 119bis, 121, 133 et 135, §2 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que dans le quartier de la rue d'Aerschot et ses alentours, la qualité de vie s'est encore détériorée au cours de ces dernières années ;

Que cette détérioration est en grande partie liée au développement et à l'augmentation de la prostitution ;

Que les nombreuses actions mises en place dans le quartier ne suffisent plus à enrayer le phénomène de manière satisfaisante ;

Considérant que les activités de prostitution entrent en conflit avec la fonction d'habitation ;

Qu'elles entrent également en conflit avec les fonctions ou activités scolaires et de jeunesse ;

Que les endroits où l'on se livre à la débauche et/ou à la prostitution sont de nature à compromettre la moralité et/ou la tranquillité publique ;

Considérant que certaines activités « connexes » à la prostitution (carrousel de voitures, nuisances sonores, bagarres, intimidations et toutes autres formes de criminalité – traite des êtres humains, pratiques de blanchiment, extorsion, trafic d'armes et de drogues,...) entrent également en conflit avec la fonction d'habitation ;

Qu'ainsi, il est notoire que les types d'établissements visés par le présent règlement constituent généralement un débouché pour les filières de traite des êtres humains et qu'il convient de lutter de manière active contre ce phénomène ;

Que toutes ces nuisances et autres atteintes à la moralité publique sont attestées, notamment, par l'étude « Bruxelles en image » (commandée par la Région bruxelloise), par les nombreux rapports de police, par les résultats étonnants des opérations Trash, par le diagnostic communal réalisé à Schaerbeek, par le « Portrait de santé » du quartier Aerschot-Brabant coordonné par l'association Samenlevingsopbouw, par l'étude des nuisances sonores réalisée par l'IBGE, par les constats du dispositif Latitude Nord ;

Que la commune de Schaerbeek souhaite que la qualité de vie et la sécurité s'améliorent dans ce quartier ;

Qu'il est donc nécessaire de prendre des mesures visant à lutter contre toutes les formes de nuisances publiques générées par les activités précitées, ceci devant permettre de mieux garantir le maintien l'ordre public et, ainsi, d'assurer la tranquillité, la sécurité et la moralité publiques ;

Que, dans cette perspective, les activités des personnes prostituées en vitrines seront par conséquent limitées à certaines zones territoriales, avec un nombre limité d'immeubles et de vitrines ;

Que chacun des propriétaires et/ou exploitants d'un salon de prostitution en vitrine qui aura été autorisé devra être identifié et justifier tant d'un extrait de casier judiciaire de type 2 que d'un certificat de conformité délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune ;

Que les personnes prostituées devront, en outre, être identifiées et, pour les personnes non belges, titulaires d'un permis de travail en règle ;

Que les mesures décidées s'appliqueront également aux carrées dans les conditions ci-après définies ;

Considérant que ces mesures ont également pour but de lutter contre le développement d'activités de prostitution en vitrine dans d'autres quartiers de la commune, ceci afin d'éviter que ceux-ci ne souffrent, à leur tour, d'une diminution de la qualité de vie de leurs habitants ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011

Arrête comme suit le règlement complémentaire à la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution :

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE par appel nominal, par 26 voix contre 16 abstentions

D'Approuver la réglementation en matière de prostitution en vitrine, composée d'un règlement de police et d'un règlement d'urbanisme (+Demande de certificat de conformité)

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 17 van de Overeenkomst van de Verenigde Naties van 21 maart 1950 ter bestrijding van de handel in mensen en van de exploitatie van een anders prostitutie;

Gelet op de artikels 1 en 2 van de wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie;

Gelet op de artikels 117, 119, 119bis, 121, 133 en 135, §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het feit dat de levenskwaliteit in de Aarschotstraat en omgeving in de afgelopen jaren verder is verslechterd;

Dat deze verslechtering voor een groot deel te wijten is aan de ontwikkeling en toename van de prostitutie;

Dat de talloze acties in de wijk niet volstaan om het fenomeen op voldoende wijze in te perken;

Overwegende dat de activiteiten inzake prostitutie in conflict zijn met de woonfunctie;

Dat zij ook in conflict zijn met de functies of activiteiten op het vlak van onderwijs en jeugd;

Dat de plaatsen waar men zich aan zedeloosheid en/of prostitutie overgeeft van dien aard zijn dat ze de zedelijkheid en/of openbare orde in het gedrang brengen;

Overwegende dat bepaalde activiteiten die aan prostitutie gerelateerd zijn (verkeershinder, geluidshinder, fysiek geweld, intimidatie en andere vormen van criminaliteit – mensenhandel, witwaspraktijken, afpersing, wapen- en drugshandel ...) tevens in conflict zijn met de woonfunctie;

Dat het gekend is dat het type etablissementen waarvan sprake in huidig reglement algemeen een afzetgebied vormen voor mensenhandel en dat we dit fenomeen actief moeten bestrijden;

Dat al deze hinder en andere aantastingen van de openbare zedelijkheid bewezen zijn, met name door de studie "Prostitutie Brussel in Beeld" (in opdracht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), de talrijke politierapporten, de verbazende resultaten van de operatie Trash, de gemeentelijke diagnose van Schaarbeek, het "Gezondheidsportret" van de wijk Aarschot-Brabant van de vzw Samenlevingsopbouw, de studies inzake geluidsoverlast van het BIM, de vaststellingen van de gemeentelijke sociale dienst Latitude Nord;

Dat de gemeente Schaarbeek de levenskwaliteit en de veiligheid in deze wijk wil verhogen;

Dat het dus noodzakelijk is om maatregelen te treffen om alle vormen van verstoring van de openbare orde door voormelde activiteiten te bestrijden, waardoor de openbare orde beter kan worden gegarandeerd, en de rust, veiligheid en openbare zedelijkheid kunnen worden gewaarborgd;

Dat vanuit dit perspectief de activiteiten met betrekking tot de raamprostitutie zullen worden beperkt tot bepaalde zones, met een beperkt aantal gebouwen en vitrines;

Dat alle eigenaars en/of uitbaters met toestemming tot het uitbaten van etablissementen voor raamprostitutie moeten worden geïdentificeerd met een uittreksel uit het strafregister model 2 en in het bezit moeten zijn van een

conformiteitsattest afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente;

Dat bovendien de prostitués moeten worden geïdentificeerd, en dat buitenlandse personen een geldige arbeidsvergunning moeten hebben;

Dat de maatregelen tevens gelden voor de kamers volgens de hierna bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat deze maatregelen tevens bedoeld zijn om de ontwikkeling van de raamprostitutie in andere wijken van de gemeente tegen te gaan, teneinde te vermijden dat zij op hun beurt lijden onder een verslechtering van de levenskwaliteit voor hun inwoners;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011

Bepaalt volgens verordeningen tot aanvulling van de wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie:

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 26 stemmen en 16 onthoudingen
Om de reglementering inzake raamprostitutie, samengesteld uit een politiereglement en een stedenbouwkundig reglement (+ aanvraag conformiteitsattest) goed te keuren.

RESSOURCES HUMAINES ==- HUMAN RESOURCES

SP 21.- Modification du cadre du personnel de cabinet du Bourgmestre et des Echevins - Cabinet du Bourgmestre ==- Wijziging van de personeelsformatie voor de kabinetten van de Burgemeester en van de Schepenen - Kabinet van de Burgemeester

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 31 voix et 11 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen en 11 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu ses délibérations du Conseil Communal du 28 mars 2001 et du 27 avril 2005 arrêtant le cadre du personnel de cabinet des Bourgmestre et Echevins ainsi que son statut administratif et pécuniaire ;

Considérant la nécessité de rehausser le niveau de certains emplois du cadre du personnel suite à l'évolution des tâches administratives, en particulier au sein des services Equipement, Contrôle, Instruction publique, Sports, Techniques spéciales, Propreté et Espaces verts, Urbanisme, ainsi qu'au cabinet du Bourgmestre ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel de cabinet les modifications qui s'imposent pour ce qui concerne l'emploi de secrétaire administratif visé au cabinet du Bourgmestre ;

Sur proposition du Collège du 3 mai 2011 ;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 23 mai 2011 ;

Vu le protocole d'accord/désaccord signé en séance du Comité particulier de négociation du 17 juin 2011 ;

DECIDE par appel nominal, par 31 voix et 11 abstentions

De modifier comme suit le cadre du personnel de cabinet du Bourgmestre et des Echevins:

- suppression d'1 emploi de niveau B/C au cabinet du Bourgmestre
- création d'1 emploi de secrétaire d'administration avec rang de chef de cabinet.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar raadsbesluiten van 28 maart 2001 en van 27 april 2005 houdende de vaststelling van de personeelsformatie voor de kabinetten van de Burgemeester en de schepenen en hun geldelijk en administratief statuut;

Overwegende de noodzaak om het niveau van enkele betrekkingen van de personeelsformatie te verhogen ten gevolge van de evolutie van de administratieve taken, in het bijzonder in de diensten Uitrusting, Controle, Openbaar onderwijs, Sport, Speciale technieken, Netheid en Groene ruimtes, Stedenbouw, en het kabinet van de Burgemeester;

Overwegende dat het past aan de personeelsformatie van de kabinetten de nodige wijzigingen aan te brengen betreffende de betrekking van administratief secretaris in het kabinet van de Burgemeester;

Op voorstel van het College van 3 mei 2011;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité van het saneringsplan van 23 mei 2011;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité op datum van 17 juni 2011;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen en 11 onthoudingen de personeelsformatie van het personeel van de kabinetten van Burgemeester en schepenen als volgt te wijzigen:

- afschaffing van 1 betrekking van niveau B/C in het kabinet van de Burgemeester,
- oprichting van 1 betrekking van bestuurssecretaris met rang van kabinetschef

SP 22.- Modification du cadre du personnel -- Wijziging van de personeelsformatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;

Vu sa délibération du 4 mai 2011 visant à demander la reconnaissance, comme pouvoir organisateur pour l'enseignement néerlandophone, à la Communauté Flamande et d'organiser l'enseignement néerlandophone dès le 1^{er} septembre 2011 ;

Vu sa délibération du 4 mai 2011 approuvant les conventions par lesquelles la réalisation de certaines des opérations prévues au programme du contrat de quartier durable Helmet sont confiées à des asbl, notamment l'asbl Pater Baudry et prenant acte de la subsidiation de ces opérations par la Région à concurrence de 100 % ;

Considérant que cette convention prévoit l'engagement d'un agent de niveau B à mi-temps par la Commune et la mise à disposition de cet agent à disposition de l'asbl ;

Considérant la réorganisation de la délivrance des tickets au public et la reprise de ces tâches par le service Accueil/Expédition ;

Considérant l'augmentation de la charge de travail au service du Personnel (département des Ressources humaines), notamment en raison de la complexification des tâches et des statuts divers ;

Considérant l'augmentation du volume de dossiers à traiter par le service des Taxes, notamment suite à l'extension des zones de stationnement ;

Considérant le départ en disponibilité volontaire précédant la pension d'un agent du service Emploi qui était repris au cadre d'extinction des agents transférés du CPAS, et la nécessité de remplacer cet agent ;

Considérant la nécessité de rehausser le niveau de certains emplois du cadre du personnel suite à l'évolution des tâches administratives, en particulier au sein des services Equipement, Contrôle, Instruction publique, Sports, Techniques spéciales, Propreté et Espaces verts et Urbanisme ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent ;

Sur propositions du Collège des 8 février, 26 avril, 3 mai, 10 mai, 17 mai et 7 juin 2011 ;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 23 mai 2011 ;

Vu les protocoles d'accord signés en séance du Comité particulier de négociation du 13 mai 2011 ;

Vu les protocoles d'accord/désaccord signés en séance du Comité particulier de négociation du 17 juin 2011 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De modifier comme suit le cadre du personnel et du personnel ACS :

Département des services généraux

- Accueil-Expédition : création de 2 emplois d'adjoint administratif

Département des Ressources humaines

- Personnel : création d'1 emploi de secrétaire administratif

Département des services du Receveur communal – division Taxes

- Confection des rôles : création d'1 emploi d'assistant administratif
- Recouvrement et contentieux : création d'1 emploi d'assistant administratif

Département Equipement/Budget/Contrôle

- Equipement - Magasin central :
 - o transformation d'1 emploi d'adjoint technique non ACS en emploi d'adjoint technique ACS
 - o transformation d'1 emploi d'assistant administratif ACS en 1 emploi d'assistant administratif non ACS
 - o transformation de 2 emplois d'adjoint administratif en 2 emplois d'assistant administratif
- Contrôle : transformation d'1 emploi de secrétaire administratif chef en 1 emploi de secrétaire d'administration

Département Instruction publique

- Personnel : transformation d'1 emploi d'adjoint administratif en 1 emploi d'adjoint administratif chef
- Aide pédagogique et accueil extrascolaire : transformation d'1 emploi de secrétaire technique en 1 emploi de secrétaire administratif

Département des services spécifiques

- division Communauté française, Bibliothèques : transformation d'1 emploi d'assistant administratif en 1 emploi de secrétaire administratif
- division Communauté flamande : création d'un service « Enseignement néerlandophone » et d'1 emploi de secrétaire d'administration pour ce service
- division Affaires sociales, Jeunesse, Intégration, Sports :
 - o Pensions -3^{ème} âge-handicapés : création d'1 emploi à mi-temps de secrétaire administratif
 - o Sports : transformation d'1 emploi d'adjoint administratif en 1 emploi d'assistant administratif
- division Emploi, chômage, classes moyennes,
 - o Emploi : création d'1 emploi d'adjoint administratif et suppression d'1 emploi d'auxiliaire administratif

Département Infrastructure – Division technique

- section Bâtiments :
 - o Techniques spéciales HVAC (heating, ventilating and air-conditioning) : création de 2 emplois d'assistant technique
- section Propreté publique, espaces verts et garage - Propreté publique :

- o création d'1 emploi d'adjoint administratif
- o transformation d'1 emploi d'assistant technique en 1 emploi de secrétaire technique
- section propreté publique, espaces verts et garage - Espaces verts :
 - o transformation d'1 emploi d'assistant technique en 1 emploi de secrétaire technique

Département Infrastructure – Division Urbanisme et environnement

- Permis d'urbanisme : transformation d'1 emploi d'adjoint administratif en 1 emploi d'assistant administratif

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar raadsbesluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;

Gelet op haar raadsbesluit van 4 mei 2011 teneinde de erkenning aan te vragen als inrichtende macht voor het Nederlandstalig onderwijs bij de Vlaamse Gemeenschap, en het Nederlandstalig onderwijs in te richten vanaf 1 september 2011;

Gelet op haar raadsbesluit van 4 mei 2011 houdende goedkeuring van de overeenkomsten waardoor de realisatie van enkele operaties voorzien in het programma van het duurzame wijkcontract Helmet aan vzw's toevertrouwd wordt, onder andere de vzw Pater Baudry, en rekening houdend met de subsidiering van die operaties ten belope van 100%;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat de Gemeente een halftijdse medewerker van niveau B aanwerft en dat deze medewerker ter beschikking van de vzw gesteld zal worden;

Overwegende de reorganisatie van het uitgeven van tickets aan het publiek en de herneming van deze taken door de dienst Onthaal - Verzending;

Overwegende de verhoging van de werklast in de Personeelsdienst (departement Human Resources), onder andere wegens de toenemende complexiteit van de taken en van de verschillende statuten;

Overwegende de verhoging van het volume van de te behandelen dossiers door de dienst Belastingen, onder andere wegens de uitbreiding van de parkeerzones;

Overwegende het vertrek in disponibiteit voorafgaande aan de pensionering van een ambtenaar van de dienst Tewerkstelling die in het uitdovingskader van de agenten overgeplaatst uit het OCMW kwam, en de noodzakelijkheid om deze ambtenaar te vervangen;

Overwegende de noodzaak om het niveau van enkele betrekkingen van de personeelsformatie te verhogen ten gevolge van de evolutie van de administratieve taken, in het bijzonder in de diensten Uitrusting, Controle, Openbaar onderwijs, Sport, Speciale technieken, Nethed en Groene ruimtes en Stedenbouw, en kabinet van de Burgemeester;

Overwegende dat het past aan de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;

Op voorstel van het College van 8 februari, 26 april, 3 mei, 10 mei, 17 mei en 7 juni 2011;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité van het saneringsplan van 23 mei 2011;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité op datum van 17 juni 2011;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de personeelsformatie en de GESCO'S formatie als volgt te wijzigen:

Departement van de Algemene zaken

- Onthaal – Verzending: oprichting van 2 betrekkingen van administratief adjunct

Departement Human Resources

- Personeel: oprichting van 1 betrekking van administratief secretaris

Departement van de diensten van de Gemeente Ontvanger – afdeling Belastingen

- Opstellen der kohieren: oprichting van 1 betrekking van administratief assistent
- Inning en belastingsgeschillen: oprichting van 1 betrekking van administratief assistent

Departement Uitrusting/Begroting/Controle:

- Uitrusting – Centraal magazijn:
 - o wijziging van 1 betrekking van technisch adjunct in 1 betrekking van technisch adjunct Gesco,
 - o wijziging van 1 betrekking van administratief assistent Gesco in 1 betrekking van administratief assistent niet-Gesco,
 - o wijziging van 2 betrekkingen van administratief adjunct in 2 betrekkingen van administratief assistent,
- Controle: wijziging van 1 betrekking van administratief hoofdsecretaris in 1 betrekking van bestuurssecretaris

Departement Openbaar onderwijs

- Personeel: wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct in 1 betrekking van administratief hoofdadjunct
- Pedagogische hulp en buitenschoolse opvang: wijziging van 1 betrekking van technisch secretaris in 1 betrekking van administratief secretaris

Departement van de specifieke diensten

- afdeling Franse Gemeenschap: bibliotheken: wijziging van 1 betrekking van administratief assistent in 1 betrekking van administratief secretaris
- afdeling Vlaamse Gemeenschap: oprichting van een dienst “Nederlandstalig onderwijs” en van 1 betrekking van bestuurssecretaris voor deze dienst;
- afdeling Sociale Zaken, Jeugd, Integratie, sporten:
 - o Pensioenen- 3^{de} leeftijd - gehandicapten: oprichting van 1 halftijdse betrekking van administratief secretaris
 - o Sport: wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct in 1 betrekking van administratief assistent
- afdeling tewerkstelling, werkloosheid, middenstand:
 - o Tewerkstelling: oprichting van 1 betrekking van administratief adjunct en afschaffing van 1 betrekking van hulpbediende

Departement Infrastructuur – Technische afdeling

- sectie Gebouwen:
 - o Speciale technieken HVAC (heating, ventilating, air-conditioning) : oprichting van 2 betrekkingen van technisch assistent
- sectie Openbare netheid, groene ruimtes en garage – Openbare netheid:
 - o oprichting van 1 betrekking van administratief adjunct
 - o wijziging van 1 betrekking van technisch assistent in 1 betrekking van technisch secretaris
- sectie Openbare netheid, groene ruimtes en garage – Groene ruimtes:
 - o wijziging van 1 betrekking van technisch assistent in 1 betrekking van technisch secretaris

Departement Infrastructuur – Afdeling stedenbouw en leefmilieu

- Stedenbouwkundige vergunningen: wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct in 1 betrekking van administratief assistent

INFRASTRUCTURES -=- INFRASTRUCTUUR

Bâtiments -=- Gebouwen

SP 23.- Plaine Wahis - Aménagement de 2 terrains de sport en gazon synthétique - Renforcement du compteur électrique - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -=- Wahisplein - Inrichten van 2 sportvelden in synthetisch gras - Versterken van de elektriciteitssteller -

Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a -
relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et
de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux,
de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a
été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales
d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il
a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les
communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant
la nouvelle loi communale ;

Considérant les travaux d'aménagement de deux terrains de sport en
gazon synthétique actuellement en cours sur le site de la plaine Wahis ;

Considérant que la nouvelle configuration des lieux et l'éclairage adapté
nécessite un renforcement de compteur et le placement d'un nouveau coffret
électrique;

Considérant qu'il convient de faire réaliser ces travaux par
l'intercommunale détenant le monopole pour ce genre d'activité ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 3.865,95 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mai
2011 par lequel il décide ;

1. de marquer son accord sur les travaux visant au renforcement du compteur
ainsi qu'au remplacement du coffret électrique sur le site de la plaine Wahis,
afin de procurer l'énergie nécessaire à l'éclairage des terrains;
2. de confier le marché à l'intercommunale détenant le monopole pour ce type
de travail, par procédure négociée sur simple facture acceptée;
3. d'imputer la dépense estimée à 3.865,95 EUR, TVA incluse au crédit de
l'article 764/724IN-60/-51 du budget extraordinaire 2011;
4. de financer la dépense par un emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mai 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1^a -
betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming
van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de
overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de
concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de
algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies
voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het
administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot
wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de momenteel aan de gang zijnde inrichtingswerken van de
twee sportterreinen in kunstgras op de site Wahis;

Overwegende dat door de nieuwe configuratie van het oord en de aangepaste verlichting een versterking nodig is van de meter en de plaatsing van een nieuwe elektriciteitskast;

Overwegende dat het past deze werken te laten uitvoeren door de intercommunale, die het monopolie heeft voor dit soort activiteit;

Overwegende dat de kostprijs van deze operatie op 3.865,95 EUR wordt geraamd;

Gelet op het Collegebesluit van 24 mei 2011, houdende :

1. goedkeuring van de werken met het oog op de versterking van de elektriciteitsmeter, alsook de vervanging van de elektriciteitskast van de site Wahis, zodanig dat de nodige energie kan worden verschaft voor de verlichting van de terreinen;
2. het toevertrouwen van de opdracht aan de Intercommunale die over het monopolie beschikt voor dit soort werken, bij onderhandelingsprocedure, op eenvoudig aangenomen factuur;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 3.865,95 EUR, BTW inbegrepen, op artikel 764/724IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2011;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

voornoemd Collegebesluit van 24 mei 2011,

SP 24.- CSA, chaussée de Haecht 226 - Placement de vannes thermostatiques - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- SAC, Haachtsesteenweg 226 - Plaatsen van thermostatische kleppen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^oa - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la nécessité d'équiper 320 appareils de chauffages du CSA de vannes thermostatiques ;

Considérant la nécessité de confier ces travaux à une entreprise spécialisée ;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/024 établi par les services communaux ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 30.000 €;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en séance du 24 mai 2010 de :

1. approuver le principe de travaux au placement de vannes thermostatiques sur les convecteurs équipant le CSA, chaussée d'Haecht 226 ;

2. arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/024, après consultation de six entreprises ;
3. imputer la dépense de 30.000 € au crédit des articles 104/724-IN-60/51 du budget extraordinaire 2011 ;
4. financer la dépense par un emprunt

PREND INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mai 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de noodzaak om in het SAC 320 verwarmingstoestellen te voorzien van thermostatische kranen;

Overwegende de noodzaak om deze werken toe te vertrouwen aan een gespecialiseerde firma;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/024, opgesteld door de gemeentediensten;

Overwegende dat de kostprijs van deze operatie op 30.000 EUR wordt geraamd;

Gelet op het Collegebesluit van 24 mei 2010, houdende :

- 1 principiële goedkeuring van de werken betreffende de plaatsing van thermostatische kranen op de convectoren waarmee het SAC is uitgerust, Haachtsesteenweg 226;
- 2 goedkeuring van de gunningswijze en van de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/024, na raadpleging van zes ondernemingen;
- 3 aanrekening van de uitgave van 30.000 € op artikel 104/724 IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2011 ;
- 4 financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

voornoemd Collegebesluit van 24 mei 2011,

SP 25.- Sécurisation des logements sociaux - Programme 2011 - Aménagement d'un sas d'entrée au 115 rue Josaphat - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Beveiliging van de sociale woningen - Programma 2011 - Inrichten van een sluis aan de ingang van het gebouw gelegen 115 Josafatstraat - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-capitale pris en date du 9 décembre 2010 qui arrête le montant de la subvention allouées aux communes en matière de sécurisation des logements sociaux ;

Vu le Programme de Prévention Urbaine 2010, lequel intègre dans son volet régional l'utilisation de la subvention susmentionnée d'un montant de 164.661 € pour des projets spécifiques de sécurisation des logements sociaux situés sur son territoire ;

Vu la décision du conseil communal du 4 mai 2011 approuvant la liste des travaux subsidiés, dont l'aménagement d'un SAS d'entrée de l'accès piétons des logements sociaux sis 115 rue Josaphat à 1030 Schaerbeek ;

Vu le projet établi par les services communaux prévoyant l'aménagement d'un SAS d'entrée, non couvert, équipé d'un système de contrôle d'accès et d'ouverture automatique ;

Considérant le cahier spécial des charges 2011/028 établi par les services communaux reprenant les clauses techniques relatives à l'aménagement d'un SAS d'entrée et la pose d'une signalétique

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 25.000,00 €, TVA comprise;

Considérant que les travaux sont entièrement subsidiés par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 922/724-DS-60/21;

Considérant que la dépense sera financée par les subsides susmentionnés;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché aux conditions du cahier spécial des charges 2011/028 concernant l'aménagement d'un SAS d'entrée pour l'accès aux logements sociaux sis 115 rue Josaphat ainsi que la pose d'une signalétique.
2. De financer en totalité ce marché, par le subside à solliciter auprès de l'autorité subsidiante, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux – Travaux subsidiés ;
3. d'imputer la dépense sur le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 922/724-DS-60/21.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997, betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikel 17, § 2, 1^o, a;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, in het bijzonder artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, in het bijzonder artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering genomen op datum van 9 december 2010, houdende vaststelling van het subsidiebedrag toegekend aan de gemeenten voor de beveiliging van hun sociale woningen;

Gelet op het Stedelijk Preventieprogramma 2010, dat in zijn gewestelijk luik het gebruik integreert van de hoger vermelde subsidie van 164.661 € voor specifieke projecten betreffende de beveiliging van sociale woningen op zijn grondgebied;

Gelet op het raadsbesluit van 4 mei 2011, houdende goedkeuring van de lijst van subsidieerbare werken, waaronder de inrichting van een ingangssas voor de voetgangerstoegang van de sociale woningen gelegen 115, Josafatstraat te 1030 Schaarbeek;

Gelet op het ontwerp opgesteld door de gemeentediensten, dat de inrichting van een niet overdekte ingangssas voorziet, uitgerust met een systeem voor toegangscontrole en automatische opening;

Overwegende het bijzonder bestek 2011/028, opgemaakt door de gemeentediensten, in welke de technische bepalingen vermeld staan met betrekking tot de inrichting van een ingangssas en de plaatsing van de signalisatie;

Overwegende dat, voor deze opdracht, de kostenraming 25.000 € bedraagt, BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken volledig door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gesubsidieerd;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven is op de buitengewone begroting over 2011, op artikel 922/724-DS-60/21;

Overwegende dat de kosten zullen worden gefinancierd met de hoger vermelde subsidies;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te weerhouden als gunningswijze van de opdracht, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek 2011/028, betreffende de inrichting van een ingangssas aan de sociale woningen gelegen 115, Josafatstraat, alsook het plaatsen van een signalisatie;
2. De volledige opdracht te financieren met de subsidie die dient te worden aangevraagd bij de subsidiërende overheid, namelijk het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Administratie der Plaatselijke besturen - Gesubsidieerde werken
3. de kosten aan te rekenen op de buitengewone begroting over 2011, op artikel 922/724-DS-60/21;

SP 26.- Mât de Lalaing situé au croisement des avenues Voltaire et Azalées
- **Restauration - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- De Lalaing-mast aan het kruipunt van de Voltaire- en Azaléalaan - Herstelling**
- **Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

M. Dönmez intervient

Mme la Bourgmestre ff répond.

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale.

Considérant qu'en 2006 le mât de Lalaing a été replacé à son emplacement d'origine, situé au carrefour des avenues Voltaire, Louis Bertrand, Paul Deschanel et des Azalées.

Considérant qu'en 2008 le socle en pierre bleue a été reconstitué à l'identique.

Considérant que le mât électrique a été classé comme monument dans sa totalité par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2009.

Considérant qu'il convient de restaurer le mât dans son intégralité et de profiter également de cette restauration pour remettre en place un système d'éclairage au sommet et cela, d'après les photographies et documents d'origine.

Considérant que le Collège, en séance du 9 mars 2010, a approuvé la restauration complète du mât et a décidé de confier l'étude à un bureau privé.

Considérant que le conseil communal, en séance du 31 mars 2010, a pris la décision du Collège pour information

Considérant que le Collège, en séance du 29 juin 2010, a désigné le bureau d'étude pour le prix de 44.080,30 €- TVA incluse.

Considérant que le bureau d'étude a introduit le dossier d'adjudication en date du 26.05.2011.

Considérant qu'en date du 20.05.2011 la CRMS nous a fait savoir qu'elle a émis un avis favorable sous réserve.

Considérant que l'entreprise porte sur les travaux suivants : le démontage de la structure et des plaques décoratives en bronze, la restauration de celles-ci et le remontage du Mât tel qu'en 1926 avec restitution des niveaux manquants et du couronnement lumineux.

Considérant que le coût des travaux est estimé à 500.000 €- TVA incluse.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet de restauration complète du Mât de Lalaing
2. de passer le marché par appel d'offres général.
3. De fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/025.
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au bulletin des Adjudications.
5. D'imputer la dépense, estimée à 500.000 € TVA incluse, à l'article 773/724-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2011.
6. De financer la dépense avec des subsides (80%) à solliciter auprès de la Direction des Monuments et Sites du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

7. De financer la part communale dans la dépense par un emprunt

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd.

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Overwegende dat de mast van 'de Lalaing', in 2006, teruggeplaatst werd op zijn oorspronkelijke plaats, opgesteld op het kruispunt van de Voltaire-, de Louis Bertrand-, de Paul Deschanel en de Azaléalanen.

Overwegende dat de sokkel in 2008 op identieke wijze gereconstrueerd werd.

Overwegende dat de elektrische mast, in zijn totaliteit, als monument erkend werd bij besluit van 4 juni 2009 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overwegende dat het past de mast van 'de Lalaing' in zijn totaliteit te restaureren en van de gelegenheid eveneens gebruik te maken om een verlichtingssysteem op de top te plaatsen en dit volgens de originele foto's en documenten.

Overwegende dat het College, in zitting van 9 maart 2010, instemt met de volledige restauratie en besluit de studie ervan toe te vertrouwen aan een privé studiebureau.

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 31 maart 2010 de beslissing van het college ter informatie genomen heeft.

Overwegende dat het College, in zitting van 29 juni 2010, het studiebureau aangeduid heeft tegen de prijs van 44.080,30 €- BTW inbegrepen.

Overwegende dat het studiebureau het aanbestedingsdossier ingediend heeft op 26.05.2011.

Overwegende dat het KCML op 25.05.2011 een gunstig advies onder voorbehoud uitbracht.

Overwegende dat de aanneming volgende werken omvat : de ontmanteling van de structuur en de bronzen decoratieve platen, de restauratie van deze en de reconstructie van de mast, precies zoals in 1926, met restitutie van de ontbrekende delen en het lichtgevende kroonstuk.

Overwegende dat de kosten van de werken geraamd worden op 500.000 €- BTW inbegrepen.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. in te stemmen met het project betreffende de volledige restauratie van de 'Mast van De Lalaing'
2. de overeenkomst te gunnen via een algemene offerteaanvraag.
3. de voorwaarden van de overeenkomst zoals vastgelegd in het bestek Scha/Infra/2011/025, goed te keuren.
4. in te stemmen met het bericht van bekendmaking te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.
5. de uitgave, geraamd op 500.000 €- BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 773/ 724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2011.
6. de uitgave te financieren met subsidies (80%) aan te vragen bij de Directie van Monumenten en Landschappen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

7. het gemeentelijk aandeel in de uitgave te financieren met een lening

SP 27.- Stade Chazal - Remplacement du revêtement synthétique du terrain de football - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Chazal stadion - Vervanging van het synthetisch bekleding van het voetbalveld - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant l'état d'usure avancée du terrain de football synthétique du stade Chazal ne permettant plus la pratique du sport dans les conditions minimales de confort ;

Vu le projet de renouvellement du revêtement du terrain de football du stade Chazal inscrit au budget extraordinaire de 2011;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/031 déterminant les conditions du marché public de travaux ;

Considérant que ces travaux estimés à 300.000 € sont inscrits au budget extraordinaire 2011 à l'article 764/721IN-60/-52 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet de renouvellement du revêtement synthétique du terrain de football du stade Chazal;
2. de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/031;
4. d'imputer la dépense estimée à **300.000 €** tvac à l'article 764/721-IN-60/-52 du budget extraordinaire de 2011;
5. de financer la dépense au moyen de l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals ze tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende de ver gevorderde sleet van het voetbalveld in kunstgras van het stadion Chazal, waardoor er niet meer met een minimum aan comfort kan worden gesport

Gelet op het vernieuwingsproject van de bekleding van het voetbalveld in het stadion Chazal, ingeschreven op de buitengewone begroting over 2011;

Overwegende het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/031 dat de voorwaarden van de overheidsopdracht van werken bepaalt;

Overwegende dat deze werken, geraamd op 300.000 €, ingeschreven werden op de buitengewone begroting over 2011, op artikel 764/721IN-60/-52;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het vernieuwingsontwerp goed te keuren van de kunstgrasbekleding van het voetbalterrein in het stadion Chazal;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals opgesomd in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/031;
4. de uitgave, geraamd op **300.000 €**, BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 764/721 IN-60/-52 van de buitengewone begroting over 2011 ;
5. de kosten te financieren met een lening.

SP 28.- Renouvellement des installations de régulation dans huit bâtiments communaux - Attribution du marché - Approbation des imputations budgétaires ==- Hernieuwing van het regelsysteem in acht gemeentelijke gebouwen - Toekenning van de opdracht - Goedkeuring van de begrotingsboeking

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu sa délibération du 23 juin 2010 par laquelle il arrête le mode de passation et fixe les conditions du marché de travaux pour le renouvellement des installations de régulation dans huit bâtiments communaux, incluant la maintenance pendant une période de 10 ans ;

Considérant que l'imputation des travaux était prévue au budget 2010 aux articles 722/724-IN-60/51, 731/724-IN-60/51 et 735/724-IN-60/51.

Vu le courrier du 30 août 2010 de l'administration des pouvoirs locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale signalant que la délibération précitée est devenue exécutoire par expiration du délai ;

Considérant que dans ce courrier, l'administration régionale juge qu'il convient de reprendre une décision quant à l'imputation de la dépense sur des articles budgétaires plus spécifiques ;

Considérant que suite à l'adjudication du 21 octobre 2010, il s'est avéré qu'aucune des trois firmes ayant déposé une offre n'avait prouvé leur capacité technique à exécuter le marché ;

Considérant que le marché n'a dès lors pas pu être attribué en 2010 ;

Vu la décision du Collège du 11 janvier 2011 de ne pas donner suite à l'adjudication du 21 octobre 2010 et de lancer une nouvelle adjudication publique ;

Vu la décision du Collège du 31 mai 2011 désignant l'adjudicataire des travaux ;

Considérant que le coût du marché s'élève à 756.750,24 €, révision des prix et TVA incluses et que le coût des travaux (hors maintenance), s'élève à 460.735,83 €.

Considérant que le coût de la maintenance, soit 296.014,4 €, révision des prix et TVA incluses, sera imputé au budget ordinaire des exercices 2012 à 2021 ;

Considérant que les coûts liés aux travaux pour l'école de la Vallée et pour le centre aéré à Ohain doivent faire l'objet d'une imputation spécifique, respectivement aux articles 751/724-IN-60/51 (enseignement spécial) et 761/724-IN-60/51 (formation de la jeunesse) ;

Considérant que l'exercice d'imputation des travaux est modifié ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver les modalités d'imputation de la dépense relative aux travaux de renouvellement des installations de régulation dans huit bâtiments communaux, selon le cahier spécial des charges 2010/032 bis, au budget 2011 :

| | | |
|------------------------------|------------------|--------------|
| Ecoles primaires | 722/724-IN-60/51 | 91.099,21 € |
| Ecoles secondaires | 731/724-IN-60/51 | 235.506,15 € |
| Ecole technique | 735/724-IN-60/51 | 63.310,61 € |
| Ecole d'enseignement spécial | 751/724-IN-60/51 | 40.925,96 € |
| Formation de la jeunesse | 761/724-IN-60/51 | 29.893,90 € |

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals ze tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 23 juni 2010, houdende vaststelling van de gunningwijze en de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vernieuwing van de regelingsinstallaties in acht gemeentegebouwen, met inbegrip van het onderhoud gedurende een periode van 10 jaar ;

Overwegende dat de werken werden geboekt op de begroting over 2010, op de artikelen 722/724-IN-60/51, 731/724-IN-60/51 en 735/724-IN-60/51,

Gelet op de brief van 30 augustus 2010 van de administratie van plaatselijke besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest meldende dat voornoemd raadsbesluit uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Overwegende dat in deze brief, de gewestadministratie oordeelt dat het zou passen een nieuwe beslissing te nemen voor wat betreft het boeken van de uitgave op meer specifieke begrotingsartikelen;

Overwegende dat ten gevolge van de aanbesteding van 21 oktober 2010, bleek dat geen enkele van de drie firma's die een offerte indienden hun technische bekwaamheid voor het uitvoeren van de opdracht had bewezen;

Overwegende dat bijgevolg de opdracht niet kon worden toegewezen in 2010 ;

Gelet op het Collegebesluit van 11 januari 2011 om geen gevolg te geven aan de aanbesteding van 21 oktober 2010 en een nieuwe openbare aanbesteding uit te schrijven;

Gelet op het Collegebesluit van 31 mei 2011 houdende aanduiding van de aannemer van de werken;

Overwegende dat de kosten voor deze opdracht 756.750,24 € belopen, prijsherziening en BTW inbegrepen, en dat de kosten voor de werken (zonder het onderhoud) 460.735,83 € bedragen;

Overwegende dat de kosten voor het onderhoud, hetzij 296.014,4 €, prijsherziening en BTW inbegrepen, geboekt zullen worden op de gewone begrotingen van de jaren 2012 tot 2021;

Overwegende dat de kosten verbonden aan de werken voor de 'la Vallée'-school en voor het vakantiecentrum te Ohain het voorwerp moeten uitmaken van een specifieke boeking, respectievelijk op de artikelen 751/724-IN-60/51 (bijzonder onderwijs) en 761/724-IN-60/51 (jeugdvorming);

Overwegende dat het begrotingsjaar voor de boeking van de werken gewijzigd is;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De boekingsmodaliteiten goed te keuren van de uitgave betreffende de vernieuwing van de regelingsinstallaties in acht gemeentegebouwen, volgens het bijzonder bestek 2010/032 bis, op de begroting over 2011;

| | | |
|---------------------------------|------------------|--------------|
| Lagere scholen | 722/724-IN-60/51 | 91.099,21 € |
| Middelbare scholen | 731/724-IN-60/51 | 235.506,15 € |
| Technische school | 735/724-IN-60/51 | 63.310,61 € |
| School voor bijzonder onderwijs | 751/724-IN-60/51 | 40.925,96 € |
| Jeugdvorming | 761/724-IN-60/51 | 29.893,90 € |

SP 29.- Hôtel communal - Aménagement des combles - Travaux supplémentaires - Pour information -- Gemeentehuis - Inrichting van de zolder - Bijkomende werken - ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et particulièrement son article 17 § 2°a) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, en particulier les articles 7 et 8;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et plus particulièrement l'article 42 § 1 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du conseil communal du 26 mai 2010 fixant le mode de passation et les conditions du marché relatif aux travaux de rénovation de l'aile arrière du niveau +3 de l'hôtel communal en vue d'y abriter le service de la recette ;

Vu la décision du collège du 14 décembre 2010 désignant l'adjudicataire des travaux pour un montant de 279.206,62 EUR, TVAC ;

Vu la décision du collège du 12 avril 2011 approuvant la modification des plans afin d'intégrer les remarques susmentionnées de la CRMS (Commission Royale des Monuments et Sites) :

- o traitement de la charpente métallique de la toiture arrière centrale;
- o restauration du garde-corps de l'escalier du hall n°1 ;

Considérant que ces travaux n'étaient pas prévus au cahier spécial des charges, n°scha/infra/2010/009, régissant le marché ;

Considérant que des travaux supplémentaires doivent être exécutés pour que les remarques de la CRMS soient intégrées ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement des modifications au marché initial, pour autant qu'il n'en modifie pas l'objet et moyennant juste compensation ;

Considérant que la firme a remis une offre comprenant les suppléments, qui s'élèvent à 53.178,03 EUR TVAC ;

Considérant que 80 % de la dépense est subsidiable ;

Vu les crédits disponibles à l'article 104/724-IN-60/51 pour faire face à la dépense totale de 53.178,03 EUR TVAC ;

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 7 juin 2011 par laquelle il décide :

1. Approuver l'exécution des travaux supplémentaires suivants (décompte n°1) : traitement d'une charpente métallique et restauration d'un garde-corps ;
2. confier l'exécution de ces travaux à l'entreprise chargée du marché initial, pour le prix de 53.178,03 EUR TVAC ;
3. autoriser la prolongation du délai d'exécution de 20 jours ouvrables ;
4. solliciter des subsides et financer le solde (20 %) par emprunt ;
5. imputer la dépense à l'article 104/724-IN-60/51 du budget extraordinaire.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad

Gelet op de wet van 12 november 1997, betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17 § 2° a);

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en meer bepaald de artikelen 7 en 8;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996 en meer bepaald het artikel 42 § 1;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 26 mei 2010 waarbij de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de renovatiewerken van de achtervleugel van het niveau 3+ van het gemeentehuis, om er de dienst ontvangsten onder te brengen, werden vastgesteld;

Gelet op het collegebesluit van 14 december 2010 waarbij de aannemer voor de werken werd aangeduid, voor een bedrag van 279.206,62 EUR (BTW inbegrepen);

Gelet op het collegebesluit van 12 april 2011 waarbij de wijzigingen aan de plannen, om de hieronder vermelde opmerkingen van de Koninklijke Commissie

voor Monumenten en Landschappen (KCML) te integreren, werden goedgekeurd:

- o behandeling van het metalen geraamte van het dak centraal achteraan;
- o restauratie van de leuning van de trap in hal nr. 1;

Overwegende dat deze werken niet voorzien werden in het bijzonder bestek nr. scha/infra/2010/009, dat de opdracht regelt;

Overwegende dat meerwerken uitgevoerd moeten worden opdat de opmerkingen van de KCML geïntegreerd zouden zijn;

Overwegende dat de aanbestedende overheid gerechtigd is de oorspronkelijke opdracht eenzijdig te wijzigen, voor zover het voorwerp ervan onveranderd blijft en mits een rechtmatige compensatie;

Overwegende dat de firma een offerte indiende, omvattende de meerwerken, ten bedrage van 53.178,03 EUR (BTW inbegrepen);

Overwegende dat 80 % van de uitgave subsidieerbaar is;

Gelet op de beschikbare kredieten op artikel 104/724-IN-60/-51 om tegemoet te komen aan de totale uitgave van 53.178,03 EUR (BTW inbegrepen);

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2011, houdende:

1. goedkeuring van de uitvoering van de volgende meerwerken (verrekening nr. 1): behandeling van een metalen geraamte en restauratie van een trapleuning;
2. het toevertrouwen van de uitvoering van deze werken aan de aannemer, belast met de initiële opdracht, voor een bedrag van 53.178,03 EUR (BTW inbegrepen);
3. goedkeuring van de verlenging van de uitvoeringstermijn met 20 werkdagen;
4. het aanvragen van de subsidies en financiering van het saldo (20 %) met een lening;
5. aanrekening van de uitgave op artikel 104/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting.

SP 30.- Immeuble communal sis rue Stephenson 78-84 - Travaux de rénovation et transformation Travaux supplémentaires - Pour information ==- Gemeentegebouw gelegen Stephensonstraat 78-84 - Renovatie- en transformatiewerken - Bijkomende werken - Ter informatie

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

Voirie ==- Wegen

SP 31.- Création d'itinéraires cyclables communaux - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Creëren van gemeentelijke fietspaden - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel à la concurrence en vue de la désignation d'un adjudicataire pour la création d'itinéraires cyclables communaux;

Vu la décision du 07 juin 2011 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décide :

1. d'arrêter le mode de passation du marché de travaux : procédure négociée sans publicité, après consultation d'au moins trois firmes spécialisées ;
2. de fixer les conditions du marché, telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2011/026;
3. d'imputer la dépense estimée à 80.000,- € à l'article 421/735-IN-60/53 du budget extraordinaire de 2011;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité de la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07 juin 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17, §2 – 1° a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid zijn artikel 27- tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het past een oproep tot mededinging uit te schrijven voor de aanduiding van een aannemer voor het creëren van gemeentelijke fietsroutes;

Gelet op de beslissing van 07 juni 2011 waarbij het College van Burgemeester en schepenen beslist:

1. de wijze van gunnen van de werkenopdracht goed te keuren: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van minstens drie gespecialiseerde firma's
2. De voorwaarden van de opdracht vast te stellen, zoals vermeld in het bijzonder bestek nr Scha/Infra/2011/026;
3. de uitgave geraamd op 80.000,- € aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2011;
4. de uitgave te financieren met een lening;

NEEMT VOOR INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 07 juni 2011.

SP 32.- Marquages routiers aux produits thermoplastiques - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Wegmarkeringen door middel van thermoplastische producten - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel à la concurrence en vue de la désignation d'un adjudicataire pour les marquages routiers aux produits thermoplastiques;

Vu la décision du 07 juin 2011 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décide :

1. d'arrêter le mode de passation du marché de travaux : procédure négociée sans publicité, après consultation d'au moins trois firmes spécialisées ;
2. de fixer les conditions du marché, telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2011/027;
3. d'imputer la dépense estimée à 80.000,- € à l'article 421/735-IN-60/53 du budget extraordinaire de 2011;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité de la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07 juin 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17, §2 – 1° a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid zijn artikel 27- tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het past een oproep tot mededinging uit te schrijven voor de aanduiding van een aannemer voor het aanbrengen van de wegmarkeringen door middel van thermoplastische producten;

Gelet op de beslissing van 07 juni 2011 waarbij het College van Burgemeester en schepenen beslist:

1. de wijze van gunnen van de werkenopdracht goed te keuren: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van minstens drie gespecialiseerde firma's
2. De voorwaarden van de opdracht vast te stellen, zoals vermeld in het bijzonder bestek nr Scha/Infra/2011/027;
3. de uitgave geraamd op 80.000,- € aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2011;
4. de uitgave te financieren met een lening;

NEEMT VOOR INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2011.

Rénovation urbaine -== Stadsrenovatie

SP 33.- Rénovation d'un immeuble sis rue Josaphat 312 - Mission d'étude - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -== Vernieuwing van een gebouw gelegen Josafatstraat 312 - Studieopdracht - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -== Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^o a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1980, modifié le 20 novembre 1986, relatif à la rénovation d'immeubles isolés des communes et des C.P.A.S;

Considérant que l'opération pourrait être subsidiée dans ce cadre à concurrence de 65% ;

Considérant le cahier spécial des charges SCHA/INFRA/2011/028 relatif au marché d'études "Rénovation d'un immeuble de logements rue Josaphat 312" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 67.000 € hors TVA ou 78.650 €, TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011 (MB 1), article 922/733-IN-60/54 et que cette dernière sera financée par emprunt et subsides;

Vu la décision du 14 juin 2011 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décide :

1. d'approuver la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché
2. d'approuver les conditions du marché telles que prévue au cahier spécial des charges SCHA/INFRA/2011/028 et au cahier général des charges pour les marchés publics

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 februari 1980, gewijzigd op 20 november 1986 betreffende de renovatie van alleenstaande woningen van de gemeenten en de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat deze operatie in dit kader betoelaagd zou kunnen worden ten belope van 65%;

Overwegende dat in het kader van de studieopdracht "renovatie van een appartementsgebouw gelegen Josafatstraat, 312" een bijzonder bestek SCHA/INFRA/2011/028 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 67.000 € excl. btw of 78.650 € incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op de buitengewone begroting over 2011 (BW 1), op artikel 922/733-IN-60/54, en dat de financiering gebeurt met een lening en subsidies;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011 houdende:

1. goedkeuring van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;
2. goedkeuring van de opdrachtvoorwaarden voorzien in het bijzonder bestek SCHA/INFRA/2011/028 en in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voorneemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011.

Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 34.- Sèniorie Victor Hugo - Résiliation du droit de superficie accordé au Crédit communal de Belgique (DEXIA) - Invoquer la cause d'utilité publique pour toutes les opérations menées dans le dossier -- Seniorie Victor Hugo - Opzegging van

het opstalrecht toegezegd aan het gemeentekrediet van België (DEXIA) - Inroepen van het algemeen nut voor alle operaties die worden geleid in het dossier

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 10.01.1824 relative aux droits de superficie ;

Vu sa décision du 27.10.1993 relative à l'acquisition de gré à gré, pour cause d'utilité publique, d'une parcelle de terrain situé à l'angle de la rue du Radium et de la Victor Hugo – Opération de leasing pour la construction de logements pour des personnes du 3ème âge ;

Vu la convention de leasing du 16.09.1994 conclue avec le Crédit communal de Belgique (DEXIA) accordant en son article 1^{er} un droit de superficie sur le terrain sis à l'angle formé par les rues du Radium et Victor Hugo pour une période expirant le jour où le montant additionné des sommes effectivement dues au Crédit communal de Belgique (DEXIA) par la commune aura permis d'éteindre la dette ;

Considérant que cette dette a été complètement apurée ;

Vu sa décision du 28.04.2010 mandatant le collège des Bourgmestre et Echevins à signer l'acte authentique de résiliation du droit de superficie accordé au Crédit Communal de Belgique (DEXIA) sur le terrain situé à l'angle rues du Radium et Victor Hugo ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07.06.2011 confirmant que toutes les opérations menées dans le dossier s'effectuent pour cause d'utilité publique.

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à cette décision.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

Que toutes les opérations menées dans le dossier s'effectuent pour cause d'utilité publique.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 10.01.1824 met betrekking tot het opstalrecht;

Gelet op zijn beslissing van 27.10.1993 met betrekking tot de onderhandse verwerving ten algemene nutte, van een grondperceel gelegen hoek Radium – en Victor Hugostraat – Leasingoperatie voor het optrekken van woningen voor personen van de 3de leeftijd;

Gelet op de leasingovereenkomst van 16.09.1994 gesloten met het Gemeentekrediet van België (DEXIA), toezeggend bij artikel 1 van een opstalrecht op de grond gelegen hoek Radium –en Victor Hugostraat voor een periode aflopend de dag waarop het samengetelde bedrag van de effectief verschuldigde sommen aan het Gemeentekrediet van België (DEXIA) door de gemeente zal toegelaten hebben de schuld te dempen;

Overwegend dat deze schuld volledig werd vereffend;

Gelet op zijn beslissing van 28.04.2010 tot machtiging van het College van Burgmeester en Schepenen tot het ondertekenen van de authentieke opzeggingsakte van het opstalrecht dat werd toegezegd aan het Gemeentekrediet van België (DEXIA) op de grond hoek van de Radium – en de Victor Hugostraat ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en schepenen van 07.06.2011 tot bevestiging dat de in het dossier geleide operaties plaats grijpen ten algemene nutte ;

Overwegende dat het past gevolg te geven aan deze beslissing ;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Dat alle in het dossier geleide operaties worden uitgevoerd ten algemene nutte

SP 35.- Bien communal sis rue des Palais 153 - Contrat de bail avec La Lustrerie -- Gemeentelijk pand gelegen Paleizenstraat 153 - huurcontract met "La Lustrerie" (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'Ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 juin 1996.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mai 1997 approuvant le Contrat de quartier « Pavillon ».

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 28.01.2003 de consentir une occupation à titre gracieux pour une période de deux ans renouvelables

Considérant que la période de gratuité accordée jusqu'au 31.01.2007 correspond d'une part à la contribution financière de la Commune au projet "La Lustrerie" et d'autre part à la durée du financement du projet par Objectif 2

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 07.06.2011 d'adopter le projet de contrat de bail

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. De marquer son accord sur la location de locaux sis rue des Palais, 153 à la scrl La Lustrerie pour l'exploitation du centre d'entreprises solidaires et ce pour une période de 9 ans prenant cours le 01.02.2012
2. D'adopter le contrat de bail (déposé au dossier) de locaux sis rue des palais, 153

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende revitalisatie van de wijken

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 houdende uitvoering van de Ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende revitalisatie van de wijken, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 juni 1996

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 mei 1997 tot goedkeuring van het Wijkcontract « Paviljoen »

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester dd. 28.01.2003 tot toezegging van een kosteloze bezetting voor een vernieuwbare periode over 2 jaar

Overwegend dat de periode van kosteloosheid die werd toegezegd tot 31.01.2007 enerzijds overeenstemt met de financiële tussenkomst van de Gemeente in het project "la Lustrerie" en anderzijds met de looptijd van de financiering van het project door Doelstelling 2

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 07.06.2011 tot aanneming van het huurceelontwerp

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van dit verslag

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de verhuring van de lokalen gelegen Paleizenstraat 153 aan de bvba La Lustrerie voor de uitbating van het centrum voor solidaire ondernemingen en dit voor een periode van 9 jaar die aanvangt op 01.02.2012.

2. het huurcontract (neergelegd in het dossier), van lokalen gelegen Paleizenstraat 153 aan te nemen

SP 36.- Bien communal sis avenue Princesse Elisabeth 48 - Convention d'occupation à titre précaire avec l'ASBL "Hackerspace Brussels" -- Gemeentelijk pand gelegen Prinses Elisabethlaan 48 - Bezettingsovereenkomst ten tijdelijke titel met de vzw "Hackerspace Brussel"
(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31.05.2011 d'approuver l'occupation du bien communal situé avenue princesse Elisabeth, 48 par l'asbl Hackerspace Brussels

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 07.06.2011

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- de marquer son accord sur l'occupation à titre précaire et gracieux du bien communal situé avenue princesse Elisabeth, 48 (ancien garage) par l'asbl Hackerspace Brussels (avenue princesse Elisabeth, 46 – 1030 Bruxelles) dans l'attente des travaux dans le cadre du Contrat de Quartier « Navez-Portaels » pour y exercer une activité informatique et liée aux technologies
- d'approuver la convention d'occupation à titre précaire déposée au dossier

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 31.05.2011 tot goedkeuring van de bezetting van het gemeentelijk pand gelegen Prinses Elisabethlaan, 48 door de vzw Hackerspace Brussels

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 07.06.2011

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- akkoord te gaan met de tijdelijke en kosteloze bezetting van het gemeentelijke pand gelegen Prinses Elisabethlaan, 48 (voormalige garage) door de vzw Hackerspace Brussels (Prinses Elisabethlaan, 46 – 1030 Brussel) in afwachting van werken in het raam van Wijkcontract "Navez-Portaels" om er een informatica –activiteit die gebonden is aan de technologieën uit te oefenen
- de tijdelijke bezettingsovereenkomst, neergelegd in het dossier, goed te keuren

Contrat de quartier -- Wijkcontracten

SP 37.- Contrat de quartier Helmet - Opération IM1 - Rénovation de deux demi-socles des immeubles du Square Apollo pour la création de locaux communautaires et un lieu collectif d'activités aux seniors - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Wijkcontract Helmet - Operatie IM 1 - Vernieuwing van twee halve voetstukken aan de gebouwen gelegen Apollo square voor het creëren van gemeenschapslokalen en een gemeenschappelijke plaats voor activiteiten van senioren -

Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 236 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010, organique de la revitalisation des
quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette
Ordonnance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif approuvant le programme du contrat de quartier
durable Helmet notifié le 16 décembre 2010 ;

Considérant que la rénovation de deux demi-socles des immeubles du
Square Apollo pour la création de locaux communautaires et un lieu collectif
d'activités aux seniors constitue l'opération IM1 de ce programme ;

Considérant que ces travaux doivent être précédés d'une étude à confier à
un bureau extérieur;

Considérant que le coût de cette étude est évalué à 108.228,50 € TVAC ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à
concurrence de 90% et que le solde sera financé par emprunt ;

Considérant que le marché d'étude peut être passé par procédure
négociée avec publicité conformément à l'article 17§3 4° de la loi du 24
décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQHE/IM1 dressé à cette
fin ;

Considérant que le cahier des charges prévoit une indemnisation des
candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront
pas vu attribuer le marché ;

Considérant que cette indemnisation représente un montant total de
4.846,00 € TVAC ;

Sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° D'approuver le principe de l'élaboration d'une étude pour la rénovation de
deux demi-socles des immeubles du Square Apollo pour la création de
locaux communautaires et un lieu collectif d'activités aux seniors ;
- 2° De passer le marché d'étude par procédure négociée avec publicité sur base
du cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQHE/IM1 ;
- 3° D'imputer les frais d'études soit 108.228,50 € TVAC à l'article 922/733-CQ-
60/07 du budget extraordinaire 2011 ;
- 4° D'imputer également les frais d'indemnisation au profit des candidats
sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront pas vu
attribuer le marché soit un total de 4.846,00 € TVAC à l'article 922/733-CQ-
60/07 du budget extraordinaire 2011;
- 5° De prendre acte de la subvention à concurrence de 90% par la Région dans
le cadre du contrat de quartier durable Helmet ;
- 6° De financer la part communale, soit le solde, par emprunt au taux en vigueur
au moment de sa conclusion.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 236 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 inzake de openbare
aanbestedingen;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de
herwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 mei 2010 inzake de uitvoering van deze ordonnantie

Gelet op het besluit van de Executieve dat het programma van het duurzaam wijkcontract Helmet goedkeurt en dat werk bekend gemaakt op 16 december 2010

Overwegende dat de renovatie van de twee halve sokkels van de gebouwen van de Apollosquare voor het creëren van gemeenschapslokalen en een gemeenschapsplaats voor seniorenactiviteiten de operatie IM1 van dit programma vormt;

Overwegende dat deze werken moeten worden voorafgegaan door een studie die moet worden gegund aan een extra muros studiebureau;

Overwegende dat de kost voor deze studie wordt geraamd op 108.228,50 € BTWI;

Overwegende dat het geheel van deze operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 90% en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat de studieopdracht kan worden gegund via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 17§3 4° van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQHE/IM1 dat hiertoe werd opgesteld;

Overwegende dat het bestek een vergoeding voorziet voor de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet werd gegund;

Overwegende dat deze vergoeding een totaal bedrag vertegenwoordigt van 4.846,00 € BTWI;

Op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1° het principe van de uitwerking van een studie voor de renovatie van de twee halve sokkels van de gebouwen van de Apollosquare voor het creëren van gemeenschapslokalen en een gemeenschapsplaats voor seniorenactiviteiten, goed te keuren;
- 2° de studieopdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking op basis van het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQHE/IM1 ;
- 3° de kosten voor de studie hetzij 108.228,50 € BTWI te boeken op artikel 922/733-CQ-60/07 du budget extraordinaire 2011 ;
- 4° de vergoedingskosten ten voordele van de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet werd gegund, hetzij een totaal van 4.846,00 € BTWI eveneens te boeken op artikel 922/733-CQ-60/07 van de buitengewone begroting 2011;
- 5° akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 90% door het Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Helmet;
- 6° het gemeentelijke deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening

SP 38.- Contrat de quartier Helmet - Opération EP2 - Aménagement du square Apollo en un espace vert et récréatif de près de 4.500 m² - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Wijkcontract Helmet - Operatie EP 2 - Inrichting van de Apollo square in een groene ruimte en een recreatieruimte van ongeveer 4.500 m² - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 236 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010, organique de la revitalisation des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette Ordonnance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif approuvant le programme du contrat de quartier durable Helmet notifié le 16 décembre 2010 ;

Considérant que l'aménagement du square Apollo en un espace vert et récréatif de près de 4500m² constitue l'opération EP2 de ce programme ;

Considérant que ces travaux doivent être précédés d'une étude à confier à un bureau extérieur;

Considérant que le coût de cette étude est évalué à 89.468,61 € TVAC ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 71% et que le solde sera financé par emprunt ;

Considérant que le marché d'étude peut être passé par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 17§3 4° de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQHE/EP2 dressé à cette fin ;

Considérant que le cahier des charges prévoit une indemnisation des candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront pas vu attribuer le marché ;

Considérant que cette indemnisation représente un montant total de 10.750,85 € TVAC ;

Sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 juin 2011 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° D'approuver le principe de l'élaboration d'une étude pour l'aménagement du square Apollo en un espace vert et récréatif de près de 4500m² ;
- 2° De passer le marché d'étude par procédure négociée avec publicité sur base du cahier des charges SCHAE/INFRA/2011/CQHE/EP2 ;
- 3° D'imputer les frais d'études soit 89.468,61 € TVAC à l'article 922/733-CQ-60/07 du budget extraordinaire 2011 ;
- 4° D'imputer également les frais d'indemnisation au profit des candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et que ne se seront pas vu attribuer le marché soit un total de 10.750,85 € TVAC à l'article 922/733-CQ-60/07 du budget extraordinaire 2011;
- 5° De prendre acte de la subvention à concurrence de 71% par la Région dans le cadre du contrat de quartier durable Helmet ;
- 6° De financer la part communale, soit le solde, par emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 236 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 inzake de openbare aanbestedingen;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de herwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 mei 2010 inzake de uitvoering van deze ordonnantie

Gelet op het besluit van de Executieve dat het programma van het duurzaam wijkcontract Helmet goedkeurt en dat werk bekend gemaakt op 16 december 2010;

Overwegende dat de inrichting van de Apollosquare in een groene en recreatieve ruimte van bijna 4500m² de operatie EP2 van dit programma vormt;

Overwegende dat deze werken moeten worden voorafgegaan door een studie die moet worden gegund aan een extra muros studie bureau;

Overwegende dat de kost voor deze studie wordt geraamd op 89.468,61 € BTWI;

Overwegende dat het geheel van deze operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 71% en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat de studieopdracht kan worden gegund via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 17§3 4° van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQHE/EP2 dat hiertoe werd opgesteld;

Overwegende dat het bestek een vergoeding voorziet voor de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet werd gegund;

Overwegende dat deze vergoeding een totaal bedrag vertegenwoordigt van 10.750,85 € BTWI;

Op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2011;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1° het principe van de uitwerking van een studie voor de inrichting van de Apollosquare in een groene en recreatieve ruimte van bijna 4500m², goed te keuren;
- 2° de studieopdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking op basis van het bestek SCHAE/INFRA/2011/CQHE/EP2 ;
- 3° de kosten voor de studie hetzij 89.468,61 € BTWI te boeken op artikel 922/733-CQ-60/07 van de buitengewone begroting 2011;
- 4° de vergoedingskosten ten voordele van de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend maar aan wie de opdracht niet werd gegund, hetzij een totaal van 10.750,85 € BTWI, eveneens te boeken op artikel 922/733-CQ-60/07 van de buitengewone begroting 2011;
- 5° akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 71% door het Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Helmet;
- 6° het gemeentelijke deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -- SPECIFIEKE DIENSTEN AAN DE BEVOLKING

Enfance -- Kinderjaren

SP 39.- Octroi de subsides aux associations actives dans le domaine de l'Enfance - Exercice 2011 - Approbation -- Toekennen van een toelage aan verenigingen actief op het vlak van Kinderjaren - Dienstjaar 2011 - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 23 février 2011 adoptant le budget communal pour l'exercice 2011 ;

Vu sa délibération du 22 juin 2011 adoptant la modification budgétaire communale pour l'exercice 2011 ;

Vu le règlement sur les subsides octroyés aux cercles sportifs, adopté en séance du 12 décembre 1996 ;

Vu le rapport du 14 juin 2011 du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport :

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De répartir comme suit les subsides aux associations actives dans le domaine de l'Enfance pour l'exercice 2011, pour un montant global de 18.000 €, prévu à l'article 761/332-SS-02/AB du budget ordinaire 2011 :

| N | Nom de l'Association | Subsides octroyés 2010 | Subsides demandés 2011 | Prop. 2011 | Projets 2011 |
|----|--|------------------------|------------------------|------------|--|
| 1 | 7ème unité Ste Suzanne - Lutins Farfadets FILLES 7 - 11 ANS | 500,00 € | 1.000,00 € | 700,00 € | Achat du matériel, de médicaments, de nourriture, organiser des sorties, tickets d'entrées et de transport |
| 2 | 7ème unité Sainte Suzanne - Ronde Lutins Brownies - FILLES 7 - 11 ANS | 500,00 € | 800,00 € | 700,00 € | Organisation d'activités, Achat de matériel |
| 3 | 11ème Unité Ste Suzanne - Meute Waigunga GARCONS 7 - 11 ANS | 650,00 € | 800,00 € | 700,00 € | Transport, achat et location de matériel, visites de lieux culturels |
| 6 | 41ème Unité Albert 1er - SECTION - Meute Pleine Lune FILLES 8 - 12 ANS | 650,00 € | 650,00€ | 650,00€ | Organisations d'activités, achat matériel, nourriture, organiser des sorties, tickets de transport, facture téléphonique |
| 9 | 48 ème Unité - SECTION - Ribambelle Mixtes : FILLES et GARCONS 6 - 8 ANS | 650,00€ | 800,00€ | 700,00€ | Achat de matériel pédagogique et jeux d'éveil et rénovation des sanitaires |
| 10 | 48 ème Unité - SECTION - Meute Mixtes : FILLES et GARCONS 8 - 12 ANS | 650,00€ | 800,00€ | 700,00€ | Achat de matériel pédagogique et jeux d'éveil et rénovation des sanitaires |
| 11 | 66ème unité "Le Corbeau Noir" - Les scouts pluralistes | 1.300,00 € | 1.300,00 € | 1.300,00 € | Financer le prochain camp de passage, frais de logement, frais de transport |
| 14 | Créations a.s.b.l. | 2.500,00 € | 5.000,00 € | 5.000,00 € | Frais de location de fonctionnement de diverses activités, diverses sorties |
| | Enfant et Compagnie | / | 4.690,00 € | 1.000,00 € | Réaliser avec qualité les animations avec des matériaux spécifiques ou de fonctionnement |
| | Fezza | / | 500,00€ | 500,00€ | Organisation d'ateliers goûters - contes enfants - parents |
| 15 | Le Caméléon Bavard | 1.000,00 € | 5.000,00 € | 1.000,00 € | Organiser des animations autour des livres dans des ateliers créatifs |
| | Ludocontact | / | 5000,00€ | 1000,00€ | Organisation de l'animation "Ateliers Jeux", achat de jeux, matériaux, rémunération vacataires, frais administratifs |

| | | | | | |
|---------------|-----------------------------|------------|------------|-------------------|--|
| 17 | Maison de Quartier d'Helmet | 1.500,00€ | 2.000,00 € | 1.500,00 € | Poursuivre le programme général des diverses activités, matériel pédagogique, outils |
| 18 | MJT | 250,00 € | 1.000,00 € | 250,00 € | Poursuivre le concours de dessin pour enfants et contribuer à l'achat du matériel |
| | Musiques Mosaïques | / | 800,00€ | 800,00€ | Elaboration d'un projet en partenariat associatif "Mumobox" |
| | Rasquinet | / | 3.695,00 € | 1.500,00 € | Achat matériel, activités pendant les vacances, visites, frais de personnel |
| 19 | Unis Vers Cité | 2.000,00 € | 2.000,00 € | 2.000,00€ | Organiser diverses activités, écoles de devoirs, formations et fête de fin d'année |
| TOTAUX | | | | 18.000,00€ | |

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn raadsbesluit van 23 februari 2011 dat het gemeentelijke budget voor het dienstjaar 2011 aanvaard;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 juni 2011 dat de wijziging van het gemeentelijke budget voor het dienstjaar 2011 aanvaard;

Gezien het reglement op de subsidies toegestaan aan de sportclubs, beraadslaagd op 12 december 1996;

Gezien het verslag van 14 juni 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De subsidies aan de verenigingen die werken met kinderen voor het dienstjaar 2011, voor een totaal bedrag van 18.000 €, voorzien bij artikel 761/332-SS-02/AB van het gewone budget 2011, als volgt te verdelen

| N | Nom de l'Association | Subsides octroyés 2010 | Subsides demandés 2011 | Prop. 2011 | Projets 2011 |
|---|---|------------------------|------------------------|------------|--|
| 1 | 7ème unité Ste Suzanne - Lutins Farfadets FILLES 7 - 11 ANS | 500,00 € | 1.000,00 € | 700,00 € | Achat du matériel, de médicaments, de nourriture, organiser des sorties, tickets d'entrées et de transport |
| 2 | 7ème unité Sainte Suzanne - Ronde Lutins Brownies - FILLES 7 - 11 ANS | 500,00 € | 800,00 € | 700,00 € | Organisation d'activités, Achat de matériel |
| 3 | 11ème Unité Ste Suzanne - Meute Waigunga GARCONS 7 - 11 ANS | 650,00 € | 800,00 € | 700,00 € | Transport, achat et location de matériel, visites de lieux culturels |

| | | | | | |
|----|---|------------|------------|------------|---|
| 6 | 41ème Unité Albert 1er - SECTION - Meute Pleine Lune FILLES 8 - 12 ANS | 650,00 € | 650,00€ | 650,00€ | Organisations d'activités, achat matériel, nourriture, organiser des sorties, tickets de transport, facture téléphonique |
| 9 | 48 ème Unité - SECTION - Ribambelle Mixtes : FILLES et GARCONS 6 - 8 ANS | 650,00€ | 800,00€ | 700,00€ | Achat de matériel pédagogique et jeux d'éveil et rénovation des sanitaires |
| 10 | 48 ème Unité - SECTION - Meute Mixtes : FILLES et GARCONS 8 - 12 ANS | 650,00€ | 800,00€ | 700,00€ | Achat de matériel pédagogique et jeux d'éveil et rénovation des sanitaires |
| 11 | 66ème unité "Le Corbeau Noir" - Les scouts pluralistes | 1.300,00 € | 1.300,00 € | 1.300,00 € | Financer le prochain camp de passage, frais de logement, frais de transport |
| 14 | Créations a.s.b.l. | 2.500,00 € | 5.000,00 € | 5.000,00 € | Frais de location de fonctionnement de diverses activités, diverses sorties |
| | Enfant et Compagnie | / | 4.690,00 € | 1.000,00 € | Réaliser avec qualité les animations avec des matériaux spécifiques ou de fonctionnement |
| | Fezza | / | 500,00€ | 500,00€ | Organisation d'ateliers goûters - contes enfants - parents |
| 15 | Le Caméléon Bavard | 1.000,00 € | 5.000,00 € | 1.000,00 € | Organiser des animations autour des livres dans des ateliers créatifs |
| | Ludocontact | / | 5000,00€ | 1000,00€ | Organisation de l'animation "Ateliers Jeux", achat de jeux, matériaux, rémunération vacataires, frais administratifs |
| 17 | Maison de Quartier d'Helmet | 1.500,00€ | 2.000,00 € | 1.500,00 € | Poursuivre le programme général des diverses activités, matériel pédagogique, outils |
| 18 | MJT | 250,00 € | 1.000,00 € | 250,00 € | Poursuivre le concours de dessin pour enfants et contribuer à l'achat du matériel |
| | Musiques Mosaïques | / | 800,00€ | 800,00€ | Elaboration d'un projet en partenariat associatif "Mumobox" |
| | Rasquinet | / | 3.695,00 € | 1.500,00 € | Achat matériel, activités pendant les vacances, visites, frais de personnel |

| | | | | | |
|---------------|----------------|------------|------------|-------------------|--|
| 19 | Unis Vers Cité | 2.000,00 € | 2.000,00 € | 2.000,00€ | Organiser diverses activités, écoles de devoirs, formations et fête de fin d'année |
| TOTAUX | | | | 18.000,00€ | |

**SP 40.- Octroi de subsides aux associations actives dans le domaine de la Petite Enfance - Exercice 2011 - Approbation --
Toekennen van een toelage aan verenigingen actief op het vlak van Vroege Kinderjaren - Dienstjaar 2011 - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 23 février 2011 adoptant le budget communal pour l'exercice 2011 ;

Vu sa délibération du 22 juin 2011 adoptant la modification budgétaire communale pour l'exercice 2011 ;

Vu le règlement sur les subsides octroyés aux cercles sportifs, adopté en séance du 12 décembre 1996 ;

Vu le rapport du 14 juin 2011 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport :

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De répartir comme suit les subsides aux associations actives dans le domaine de l'Enfance pour l'exercice 2011, pour un montant global de 14.000 €, prévu à l'article 844/332-SS-02/AD du budget ordinaire 2011 :

| N | Nom de l'Association | Subsides octroyés 2010 | Subsides demandés 2011 | Prop. 2011 | Projets 2011 |
|---------------|-------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|--|
| 1 | Ateliers des Petits Pas | / | 2.000,00€ | 2.000,00€ | Organisation d'activités, achat matériel |
| 2 | Atout Couleur | 4.000,00€ | 4.000,00€ | 4.000,00€ | Achats de matériel pédagogique, d'aménagement, mise en oeuvre d'une brochure, frais de personnel chats de matériaux pour la crèche |
| 3 | Enfant et Compagnie | 2.700,00€ | 4.890,00€ | 2.500,00€ | Réaliser avec qualité les animations avec des matériaux spécifiques ou de fonctionnement |
| 4 | FEZZA a.s.b.l | / | 1.060,00€ | 1.000,00€ | Organisation d'ateliers de psychomotricité enfants - parents |
| 5 | Ludocontact | 2.500,00€ | 5.000,00€ | 2.500,00€ | Organisation de l'animation "Ateliers Jeux", Achat de jeux, matériaux, rémunération vacataires, frais administratifs |
| 6 | RCE | 1.000,00€ | 1.000,00€ | 2.000,00€ | Elaboration d'un projet : "L'effet de la musique sur les tout-petits" |
| TOTAUX | | | | 14.000,00€ | |

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn raadsbesluit van 23 février 2011 dat het gemeentelijke budget voor het dienstjaar 2011 aanvaard;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 juni 2011 dat de wijziging van het gemeentelijke budget voor het dienstjaar 2011 aanvaard;

Gezien het reglement op de subsidies toegestaan aan de sportclubs, beraadslaagd op 12 december 1996;

Gezien het verslag van 14 juni 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De subsidies aan de verenigingen die werken met kinderen voor het dienstjaar 2011, voor een totaal bedrag van 14.000 €, voorzien bij artikel 844/332-SS-02/AD van het gewone budget 2011, als volgt te verdelen

| N | Nom de l'Association | Subsides octroyés 2010 | Subsides demandés 2011 | Prop. 2011 | Projets 2011 |
|---------------|-------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|--|
| 1 | Ateliers des Petits Pas | / | 2.000,00€ | 2.000,00€ | Organisation d'activités, achat matériel |
| 2 | Atout Couleur | 4.000,00€ | 4.000,00€ | 4.000,00€ | Achats de matériel pédagogique, d'aménagement, mise en oeuvre d'une brochure, frais de personnel chats de matériaux pour la crèche |
| 3 | Enfant et Compagnie | 2.700,00€ | 4.890,00€ | 2.500,00€ | Réaliser avec qualité les animations avec des matériaux spécifiques ou de fonctionnement |
| 4 | FEZZA a.s.b.l | / | 1.060,00€ | 1.000,00€ | Organisation d'ateliers de psychomotricité enfants - parents |
| 5 | Ludocontact | 2.500,00€ | 5.000,00€ | 2.500,00€ | Organisation de l'animation "Ateliers Jeux", Achat de jeux, matériaux, rémunération vacataires, frais administratifs |
| 6 | RCE | 1.000,00€ | 1.000,00€ | 2.000,00€ | Elaboration d'un projet : "L'effet de la musique sur les tout-petits" |
| TOTAUX | | | | 14.000,00€ | |

Economie - Emploi ==- Economie - Tewerkstelling

SP 41.- Conventions Atrium-Brabant-Helmet - Exercice 2011 - Reconduction ==- Overeenkomsten Atrium-Brabant-Helmet - Dienstjaar 2011 - Verlenging

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 123 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet de « Contrat de Quartier Commerçant » résultant des objectifs du Plan Stratégique Régional, *Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants* ;

Vu sa décision du 25 octobre 2006 adoptant la convention 2006 - 2008 ;

Vu sa décision de reconduction de la convention du 01 décembre 2010 ;

Vu la proposition de la région de Bruxelles-Capitale de reconduire pour une période d'un an les conventions 2006 – 2008 de partenariats relatives au projet de revitalisation des quartiers commerçants « Helmet » et "Brabant" ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 juin 2011 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la reconduction pour une durée d'un an, s'achevant le 31 décembre 2011, des conventions de partenariats entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Schaerbeek et les asbl Atrium Brabant et Atrium Helmet

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 123 en 135 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 20 juli 2005 om het ontwerp "handelskerncontract" dat voorkomt uit de doelstellingen van het strategisch plan 2006-2008 van de regio, *Brussel : Toekomst en ambities voor de handelswijken* weer te doen opleven;

Gelet op het raadsbesluit van 25 oktober 2006 goedkeurende de overeenkomst 2006 - 2008;

Gelet op het raadsbesluit van 01 december 2010 goedkeurende de verlenging van de overeenkomst;

Gelet op het voorstel van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de overeenkomsten betreffende het project, voor de revitalisatie van de handelswijk "Brabant" en "Helmet" voor een periode van één jaar te verlengen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen van 7 juni 2011;

Overwegend dat dit verslag ingewilligd dient te worden

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De verlenging voor een periode van één jaar, eindigend op 31 december 2011, van de partnerschapsovereenkomsten tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Schaarbeek, en de vzw Atrium Brabant en Atrium Helmet goed te keuren.

Culture néerlandophone - Enseignement néerlandophone ==

Nederlandstalige Cultuur - Nederlandstalig onderwijs

SP 42.- Ecole Néerlandophone - Adhésion au groupe scolaire "Groot-bos-aan-Zee- - Pour information ==- Nederlandstalige school - Toetreding tot de scholengroep Groot-bos-aan-Zee - Ter informatie

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 31 mai 2011

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

Approuver la demande d'affiliation de la communauté d'écoles « Groot Bos aan Zee ».

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het collegebesluit van 31 mei juni 2011

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

In te stemmen met de aanvraag tot lidmaatschap van de scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee.

POINTS EN URGENGE -- DRINGENDE PUNTEN

INFRASTRUCTURES -- INFRASTRUCTUUR

Bâtiments -- Gebouwen

SP 42/2.- Maison de quartier sise rue Dupont 58 - Rénovation - Placement de compteur de gaz - Désignation de l'adjudicataire - Pour information -- Wijkhuis gelegen Dupontstraat 58 - Renovatie - Plaatsen van gaststeller - Aanduiding van de aannemer - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

L'urgence est admise à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du collège du 16 juin 2009, ratifiée par le conseil du 24 juin 2009, fixant le mode de passation et les conditions du marché relatif à la rénovation globale de la Maison du Quartier, sise rue Dupont 58 ;

Vu la décision du collège du 26 avril 2011, ratifiée par le conseil du 4 mai 2011, désignant l'Intercommunale de l'électricité pour la pose et le réglage des compteurs d'électricité ;

Considérant qu'une firme privée devait être désignée pour la fourniture des compteurs ;

Considérant que ce marché pouvait être passé par procédure négociée sans publicité, constaté sur facture acceptée ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mai 2011 par laquelle il décide :

1. de confier le marché à une firme agréée par l'Intercommunale pour la fourniture des compteurs, pour un montant de 2.572,46 EUR (TVAC) et selon son offre du 12 mai 2011;
2. d'imputer la dépense à l'art. 842/724IN-60/- 51.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mai 2011.

De dringendheid wordt eenparig toegestaan.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1^a a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het collegebesluit van 16 juni 2009, bekrachtigd door de raad van 24 juni 2009, waarbij de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de algemene renovatie van het buurthuis - gelegen Dupontstraat 58 - werden vastgesteld;

Gelet op het collegebesluit van 26 april 2011, bekrachtigd door de gemeenteraad van 4 mei 2011, waarbij de Electriciteitsintercommunale werd aangeduid voor de plaatsing en de regeling van de elektriciteitstellers;

Overwegende dat een privé-onderneming aangeduid moest worden voor de levering van de tellers;

Overwegende dat deze opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, op basis van aanvaarde factuur, uitgeschreven kon worden;

Gelet op het collegebesluit van 24 mei 2011 houdende:

1. het toevertrouwen van de opdracht aan een door de Electriciteitsintercommunale erkende firma voor de levering van de tellers, voor een bedrag van 2.572,46 EUR (BTW inclusief) en volgens haar offerte van 12 mei 2011;
2. boeking van de uitgave op artikel 842/724IN-60/-51.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 mei 2011.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -=- SPECIFIEKE DIENSTEN AAN DE BEVOLKING
Culture néerlandophone - Enseignement néerlandophone -=-
Nederlandstalige Cultuur - Nederlandstalig onderwijs

SP 42/3.- Ecole Néerlandophone - Convention d'utilisation entre le Kattepoel et la commune de Schaerbeek pour l'organisation l'enseignement néerlandophone au Kattepoel sis avenue Rogier 214 - Approbation -=- Nederlandstalige school - Gebruiksovereenkomst tussen de Kattepoel en de gemeente Schaerbeek voor het inrichting van het Gemeentelijk Nederlandstalig Onderwijs in de Kattepoel gelegen Rogierlaan 214 - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité -=- De dringendheid wordt eenparig aangenomen

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

L'urgence est admise à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 21 juin 2011

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité d'approuver le contrat d'utilisation pour le Kattepoel, Avenue Rogier 214, pour organiser l'enseignement communal néerlandophone.

De dringendheid wordt eenparig toegestaan.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het collegebesluit van 21 juni 2011

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

In te stemmen met de gebruiksovereenkomst voor de Kattepoel, Rogierlaan 214, voor de inrichting van gemeentelijk Nederlandstalig onderwijs (dossier in bijlage).

SP 42/4.- Ecole Néerlandophone - Accord de subvention entre le "Vlaamse Gemeenschapscentrum" et la commune de Schaarbeek pour l'aménagement, l'équipement et l'utilisation du Kattepoel sis avenue Rogier 214 afin d'y organiser l'enseignement communal néerlandophone - Approbation -
=- Nederlandstalige school - Subsidieovereenkomst tussen het Vlaams Gemeenschapscentrum en de gemeente Schaarbeek voor de aanpassing, de uitrusting en het gebruik van de Kattepoel gelegen Rogierlaan 214 teneinde er het Nederlandstalig Onderwijs in te richten -
Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

L'urgence est admise à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 21 juin 2011

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver l'accord de subvention de la VGC pour l'aménagement, équipement et utilisation du Kattepoel, Avenue Rogier 214, pour organiser l'enseignement communal néerlandophone
2. Prendre acte de la déclaration d'intention « Brede School » .

De dringendheid wordt eenparig aangenomen

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het collegebesluit van 21 juni 2011

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. In te stemmen met de subsidieovereenkomst met de VGC betreffende de aanpassing, uitrusting en gebruik van de Kattepoel, Rogierlaan 214, voor de inrichting van gemeentelijk Nederlandstalig onderwijs.
2. Akte te nemen van de intentieverklaring "Brede School"

* * * * *

M. Kökten quitte la séance ==- De h. Kökten verlaat de vergadering.

* * * * *

* * * * *

Après le point 42/4 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants -=- Na het punt 42/4 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Onkelinx, Durant, MM.-hh. Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, Mmes-mevr. Nalbant, Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Held, MM.-hh. Van Goethem, Charels, Guillaume, Noël, Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. Denys, Özkara, Köse, Lahlali, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, et/en Mme-mevr. Jodogne

*

* * *

*

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME SMEYSTERS
STEMT ALS EERSTE : MEVR. SMEYSTERS

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

| Points de l'O.J. Punten agenda | 4-7; 9-15; 17-19; 22-29; 31-42/4 | 2 | 3 |
|-----------------------------------|--|----|----|
| MM.-HH. CHARELS | O | O | O |
| GUILLAUME | O | O | O |
| NOEL | O | O | O |
| CLERFAYT | O | O | O |
| VERZIN | O | O | O |
| VAN GORP | O | N | N |
| DE HERDE | O | O | O |
| GRIMBERGHS | O | - | N |
| MMES-MEVR. BOUARFA | O | N | N |
| NYSENS | O | - | N |
| MM.-HH. DENYS | O | O | O |
| EL KHATTABI | | | |
| OZKARA | O | N | N |
| KÖSE | O | O | O |
| LAHLALI | O | N | N |
| RAMDANI | | | |
| ÖZTURK | O | O | O |
| MMES-MEVR. ESSAIDI | O | O | O |
| SMEYSTERS | O | O | O |
| M.-H. COURTHEOUX | | | |
| MMES-MEVR. HEMAMOU | O | O | O |
| ONKELINX | O | N | N |
| DURANT | O | O | O |
| MM.-HH. KÖKTEN | | | |
| KÖKSAL | O | O | O |
| DÖNMEZ | O | N | N |
| MME-MEVR. ALIC | O | N | N |
| M.-H. BOUHJAR | O | N | N |
| MME-MEVR. OZDEMIR | O | - | N |
| M.-H. NIMAL | O | O | O |
| MMES-MEVR. CHAN | O | O | O |
| GÜLES | O | O | O |
| MM.-HH. DE BEAUFFORT | O | O | O |
| AYAD | O | N | N |
| VAN DE WERVE DE SCHILDE | | | |
| MMES-MEVR. NALBANT | O | N | N |
| GUISSE | O | O | O |
| MM.-HH. REGHIF | O | O | O |
| ECHOUEL | O | O | O |
| EL ARNOUKI | O | - | N |
| MMES-MEVR. VRIAMONT | O | N | N |
| LEJEUNE DE SCHIERVEL | O | O | O |
| MM.-HH. KADDOUR | O | O | O |
| VANHALEWYN | O | O | O |
| MME-MEVR HELD | O | O | O |
| M.-H. VAN GOETHEM | O | - | - |
| MME-MEVR. JODOGNE | O | O | O |
| OUI-JA | 42 | 26 | 26 |
| NON-NEEN | 0 | 11 | 15 |
| ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN | 0 | 5 | 1 |

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME SMEYSTERS
STEMT ALS EERSTE : MEVR. SMEYSTERS

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

| Points de l'O.J. Punten agenda | 8 | 16 | 20 | 21 |
|-----------------------------------|----|----|----|----|
| MM.-HH. CHARELS | - | - | 0 | 0 |
| GUILLAUME | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NOEL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CLERFAYT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VERZIN | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VAN GORP | 0 | 0 | - | - |
| DE HERDE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GRIMBERGHS | 0 | 0 | - | 0 |
| MMES-MEVR. BOUARFA | 0 | 0 | - | - |
| NYSENS | 0 | 0 | - | 0 |
| MM.-HH. DENYS | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EL KHATTABI | | | | |
| OZKARA | 0 | 0 | - | - |
| KÖSE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LAHLALI | 0 | 0 | - | - |
| RAMDANI | | | | |
| ÖZTURK | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MMES-MEVR. ESSAIDI | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SMEYSTERS | 0 | 0 | 0 | 0 |
| M.-H. COURTHEOUX | | | | |
| MMES-MEVR. HEMAMOU | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ONKELINX | 0 | 0 | - | - |
| DURANT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MM.-HH. KÖKTEN | | | | |
| KÖKSAL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DÖNMEZ | 0 | 0 | - | - |
| MME-MEVR. ALIC | 0 | 0 | - | - |
| M.-H. BOUHJAR | 0 | 0 | - | - |
| MME-MEVR. OZDEMIR | 0 | 0 | - | 0 |
| M.-H. NIMAL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MMES-MEVR. CHAN | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GÜLES | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MM.-HH. DE BEAUFFORT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AYAD | 0 | 0 | - | - |
| VAN DE WERVE DE SCHILDE | | | | |
| MMES-MEVR. NALBANT | 0 | 0 | - | - |
| GUISSE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MM.-HH. REGHIF | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECHOUEL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EL ARNOUKI | 0 | 0 | - | 0 |
| MMES-MEVR. VRIAMONT | 0 | 0 | - | - |
| LEJEUNE DE SCHIERVEL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MM.-HH. KADDOUR | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VANHALEWYN | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MME-MEVR HELD | 0 | 0 | 0 | 0 |
| M.-H. VAN GOETHEM | - | 0 | - | 0 |
| MME-MEVR. JODOGNE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OUI-JA | 41 | 41 | 26 | 31 |
| NON-NEEN | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN | 1 | 1 | 16 | 11 |

* * * * *

Mme Aliç, MM. De Herde, Özkara, Bouhjar, Köksal, Köse quittent la séance
-- Mevr. Aliç, hh. De Herde, Özkara, Bouhjar, Köksal, Köse verlaten de vergadering.

* * * * *

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINTS INSCRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNTEN
INGESCHREVEN OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 43.- L'ASBL Territoires de la Mémoire (*Motion de Monsieur Bernard CLERFAYT*) -- De vzw "Territoires de la Mémoire" (*Motie van de heer Bernard CLERFAYT*)

M. Clerfayt expose son point

M. Ayad, Mme Durant, M. Charels, Mmes Onkelinx, Nyssens, MM. Kaddour et de Beaufort interviennent.

La motion est adopté par 34 voix et 2 abstentions

* * * * *

L'ASBL Territoires de la Mémoire
(*Motion de Monsieur Bernard CLERFAYT*)

Partenaire du réseau "Territoire de la Mémoire" et fidèle à ses engagements de défense et de promotion de la démocratie, notre commune de Schaerbeek est fermement opposée à toute forme d'amnistie des collaborateurs belges des nazis durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

Nous dénonçons les dangers et les conséquences d'une telle mesure dont le but est de disculper les "inciviques" qui ont manqué à leur élémentaire devoir de citoyen et qui conduirait à désavouer l'action et l'engagement de ceux, qui au péril de leur vie, ont mené des actions de résistance contre l'occupant et ont contribué à aider les victimes du nazisme;

Nous entendons refuser ainsi tout atteinte aux principes démocratiques fondamentaux et toute tentative de lier l'amnistie des collaborateurs avec la paix communautaire

Nous pensons qu'une mesure d'amnistie générale ne résout rien et que l'humain peut se grandir en assumant la responsabilité de ses actes et en apprenant de ses erreurs.

Par l'adoption de cette motion, LE CONSEIL COMMUNAL par 34 voix et 2 abstentions

nous affirmons que ce qui nous anime est la défense de valeurs communes : la liberté individuelle, une éthique de la responsabilité, le respect de la personne humaine, ... ces valeurs fondatrices qu'ont tenté d'anéantir ceux qu'on pourrait proposer aujourd'hui d'absoudre collectivement.

L'amnistie qui imposera le silence à la mémoire est inacceptable.

SP 44.- La valorisation du volontariat dans le cadre associatif à l'occasion de l'année européenne du volontariat (*Motion de Monsieur Denis GRIMBERGHS*) -- De herwaardering van de vrijwilligers in het associatief kader ter gelegenheid van het europees jaar van de vrijwilligers (*Motie van de heer Denis GRIMBERGHS*)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt uitgesteld

SP 45.- Le bilinguisme du Schaerbeek-Info (*Demande de Madame Bernadette VRIAMONT*) == De tweetaligheid van Schaerbeek Info (*Verzoek van mevrouw Bernadette VRIAMONT*)

Mme Vriamont expose son point

M. Nimal répond

QUESTIONS ORALES == MONDELINGE VRAGEN

SP 46.- La situation du club de basket le RPC Schaerbeek (*Question de Monsieur Jean-Pierre VAN GORP*) == De toestand van de basketball club RPC Schaerbeek (*Vraag van de heer Jean-Pierre VAN GORP*)

M. Van Gorp pose sa question

Mme la Bourgmestre ff répond

SP 47.- La possible fermeture des guichets de la gare de Schaerbeek (*Question de Monsieur Vincent VANHALEWYN*) == De mogelijke sluiting van de loketten aan het station van Schaerbeek (*Vraag van de heer Vincent VANHALEWYN*)

M. Vanhalewyn pose sa question

Mme la Bourgmestre ff répond

SP 47/2.- La campagne préventive contre la canicule (*Question de Monsieur Larbi KADDOUR*) == De preventieve campagne tegen de hittegolf (*Vraag van de heer Larbi KADDOUR*)

M. Kaddour pose sa question

Mme Hemamou répond

* * * * *

Mme Aliç, MM. De Herde, Özkara, Bouhjar, Köksal, Köse entrent en séance == Mevr. Aliç, hh. De Herde, Özkara, Bouhjar, Köksal, Köse treden ter vergadering.

* * * * *

La séance publique est levée à 21 heures 40 minutes == De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.40 uur.